

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2963 - MERCREDI 12 JUILLET 2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Jérémi Mouyokani nommé DG par intérim du CHU

Par note de service signée le mardi 11 juillet par la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, Jérémie Mouyokani, ancien conseiller technique dudit ministère a été nommé directeur général par intérim du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B), en remplacement de Gisèle Marie Gabriel Ambiero ap-

pelée à d'autres fonctions. Cette nomination fait suite, d'après la ministre qui a rencontré l'intersyndicale de ce centre hospitalier, à une instruction du chef de l'État décidé à apporter des solutions idoines aux différents problèmes qui minent cette structure où les agents menacent d'aller en grève.

Page 16

FOOTBALL/
FRANCOPHONIE

Vingt Diables rouges pour défendre le titre

Double vainqueurs du tournoi de football de la francophonie remporté respectivement en 2009 et 2013, le Congo mise sur un bloc de vingt joueurs pour défendre son titre lors de la 8ème édition de cette compétition des moins de 23 ans, prévue du 21 au 30 juillet, à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Sur la liste des vingt joueurs convoqués par le sélectionneur de l'équipe espoir, Valdo et son adjoint Isaac Ngata, aucun jeune de la diaspora n'est appelé. Seuls les joueurs évoluant dans le championnat national d'élite direct Ligue 1 y figurent, comme lors des précédentes éditions. Le Congo est logé dans le groupe B composé du Cameroun, du Mali et du Niger.

Page 16

CEEAC

Adoption en vue d'un plan stratégique sur les réformes communautaires

Réunis à Bujumbura au Burundi, des experts de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) statuent sur la mise en œuvre d'un plan stratégique à moyen terme visant à renforcer l'intégration sous-régionale.

Nouvelle approche programmatique

adoptée par cette organisation, ce plan stratégique qui sera soumis à l'appréciation des ministres de l'Économie et des finances servira d'outil d'aide au cheminement de la vision 2025 de la CEEAC. « Le projet de plan stratégique comporte un plan d'actions

prioritaires dont la mise en œuvre vise fondamentalement à consolider et à renforcer l'intégration régionale », a précisé Tabu Abdallah Manirakiza, un des experts, à l'ouverture de la rencontre de Bujumbura.

Page 10

DÉVELOPPEMENT

Le Congo ambitionne de produire des données économiques plus fiables



Le directeur général de l'économie et le coordonnateur du Respec à l'ouverture du séminaire de formation (photo Adiac)

En vue de renforcer ses capacités en matière de statistiques, études prospectives et planification, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le gouvernement congolais organise, du 11 au 14 juillet, un atelier de formation sur la modélisation macroéconomique à Brazzaville. L'initiative trouve sa raison d'être dans l'obsolescence et le peu de fiabilité des données économiques du pays.

Cette session de formation devrait permettre aux apprenants d'acquérir, notamment, une bonne maîtrise du fonctionnement des principaux comptes macroéconomiques et des capacités accrues de mise à jour des données.

Page 5

FOOTBALL

Diables noirs risque gros



Page 16

ÉDITORIAL

J-5

Page 2

ÉDITORIAL

J-5

À très exactement cinq jours du premier tour des élections législatives et locales que peut-on dire de la campagne qui précède ce double scrutin ? Ceci qui tient en trois constatations que chaque électeur, chaque électrice peut aisément faire là où il sera appelé à voter dimanche prochain.

Première constatation: l'«engouement» relevé par le chef de l'Etat lors de sa récente interview sur la chaîne de télévision TV5 Monde n'a pas diminué à l'approche de l'échéance électorale. L'abondance des candidatures, au sein de l'opposition comme au sein de la majorité, en apporte la preuve évidente et l'on ne peut que s'en réjouir dès lors que l'on respecte les règles du jeu démocratique comme le fait la majorité des partis et formations présents sur la scène politique. Loin d'engendrer le désordre l'engouement a animé la campagne.

Deuxième constatation : ce même «engouement» a eu comme effet immédiat que la campagne électorale en cours est certainement l'une des plus actives, des plus dynamiques que le Congo ait vécu depuis l'instauration de la démocratie sur son territoire au lendemain de la Conférence nationale de 1991. Partout, en effet, le nombre élevé de candidats et de candidates à des postes électifs a généré des débats, donc des échanges d'idées au sein de la société civile qui ne sont pas prêts de s'interrompre.

Troisième constatation : même s'il est impossible aujourd'hui de prédire ce qui sortira des urnes au soir du premier tour de ce double scrutin on peut tenir pour acquis qu'il marquera le début d'un renouvellement de la classe politique qui, à terme rapproché, devrait avoir de fortes incidences sur la gouvernance publique de notre pays. Avec, en première ligne, une animation sans précédent des assemblées locales qui favorisera certainement la décentralisation.

Si l'on ajoute à ce qui précède que la participation des citoyens, dimanche, pourrait finalement être plus élevée que ne le prédisaient de nombreux augures les élections dont nous allons vivre la première étape pourraient bien marquer un tournant dans notre marche vers le progrès. Seuls les détracteurs des réformes institutionnelles qui ont marqué les deux dernières années s'en plaindront. Les citoyens, eux, s'en féliciteront.

Les Dépêches de Brazzaville

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

Waldo Miantama assiste les malades et les déplacés du Pool



Waldo Miantama posant avec les sympathisants (DR)

Le candidat indépendant de la 1^{re} circonscription électorale de Bacongo, Waldo Miantama, a fait le 10 juillet des dons à l'hôpital de base de Mpissa à Bacongo dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, et aux déplacés du Pool.

La donation s'inscrit dans le cadre des activités phares de sa campagne électorale aux législatives 2017. Le geste a été marqué par le don de sang aux malades de l'hôpital de Mpissa, la remise des produits de première nécessité, des vêtements et vivres aux déplacés du département du Pool admis dans ce centre hospitalier.

Waldo Miantama a indiqué que le don du sang incite les jeunes à devenir les donateurs de cette denrée vitale afin de sauver des vies humaines. « Nous avons fait venir cette équipe du CNTS vers l'hôpital de Mpissa pour exécuter l'activité dans l'objectif de pallier tant soit peu le déficit du sang », a-t-il indiqué.

Il a, par ailleurs, assuré ces électeurs que dès son élection, de grandes choses seront réalisées, avant d'ajouter qu'il a toujours été à côté des habitants de ce quartier, à travers plusieurs activités : l'apprentissage de divers métiers par

des jeunes ; l'assistance aux personnes vulnérables et bien d'autres. En outre, il a élaboré des projets de loi en faveur des jeunes et compte les soumettre au parlement et au gouvernement.

Plus de 200 jeunes ont accompli le geste

Après avoir donné son sang, Virginie Miantama a indiqué que le geste qu'elle a accompli ce jour n'est qu'un acte d'amour. « La raison qui m'a poussée à suivre ce message de remise de don de sang prononcé par le candidat est celui de sa non appartenance aux partis politiques. En tant qu'une mère, je crois qu'il sera toujours à côté de nous après son élection, parce que je le vois toujours avec les jeunes en train de réaliser beaucoup d'activités dans le cadre de l'emploi dans divers domaines dont l'agriculture », a-t-elle indiqué.

Pour l'artiste musicien, Éric Nsoni,

l'action accomplie témoigne son élan de cœur pour aider les autres. « Ce n'est pas facile de venir donner du sang, mais nous devons avoir cet amour pour les autres afin de sauver des vies », a-t-il déclaré.

En ce qui concerne les produits de première nécessité, le don a été composé de seringues, coton, alcool médical et bien d'autres produits. Pour le chef de service technique du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), Didine Many Okanga, le geste du candidat est à louer, car le CNTS ne peut pas sauver les malades sans les donateurs de sang. « Le sang prélevé est reparti dans deux tubes pour être traité dans les laboratoires afin de déterminer les groupes sanguins et d'être examiné pour la sérologie en vue de détecter les pathologies », a-t-elle expliqué.

Notons que le candidat indépendant, Waldo Miantama est le président de l'association Mayela. En dehors de la campagne électorale pour les législatives, il réalise plusieurs activités au siège de l'association, dont les séances d'échographie gratuite aux femmes.

Lydie Gisèle Oko

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DISPARITION

Le conseiller spécial Mbys Assolant inhumé à Dolisie

Dans la matinée du 11 juillet 2017, au Palais des Congrès, la nation a rendu un dernier hommage, à Mbys Assolant, conseiller spécial du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de 1997 à sa mort. Le chef de l'Etat s'est incliné devant la mémoire de l'illustre disparu. Puis la dépouille mortuaire a été acheminée à Dolisie, chef-lieu du département du Niari, où Mbys Assolant, décédé le 2 juillet à Brazzaville, reposera pour l'éternité.

« Né le 8 août 1935 dans le district de Kimbangou, Mbys Assolant est passé par l'armée française, le syndicalisme, la Jeunesse du Mouvement national de la révolution (JMNR), la direction générale de l'hôtel Mbamou Palace puis la présidence de la



République. (...) Le 2 juillet 2017 à Brazzaville, il a dormi

pour l'éternité », a déclaré le conseiller du président de la République, Louis Bakabadio, donnant lecture de l'oraison

funèbre d'une voix chargée d'émotion. Une oraison funèbre dans laquelle, il a parlé du « vieux Mbys » au présent. « Le président Denis Sassou N'Guesso ne parle jamais au passé de ceux qui lui sont chers. Mbys Assolant est l'un de ceux-là », selon Louis Bakabadio. Le disparu, a-t-il poursuivi, a été commandeur dans l'ordre du mérite congolais. Un homme loyal. Il l'a prouvé lors des soubresauts que le pays a connus en demeurant ferme dans le respect des honneurs sacrés de son amitié avec Denis Sassou N'Guesso dont les deux seuls connaissent l'étendue et la densité. Mort à 82 ans, Mbys Assolant a laissé une veuve et sept enfants.

Rominique Nerplat Makaya

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

Crépin Keouosso Okimango présente les projets communaux aux électeurs de Talangaï

Le candidat du Front patriotique (FP) aux locales 2017, Crépin Keouosso Okimango, a expliqué le 10 juillet à Talangaï, aux électeurs leurs projets de jumelage à exécuter pour le compte du 6^e arrondissement de Brazzaville.



Crépin Keouosso Okimango explique les projets du Front Patriotique à Talangaï (adiac)

« Grâce aux réseaux et structures des collectivités locales existant dans le monde, nous nous engageons à mettre en jumelage la commune de Talangaï avec les autres localités du pays ou de l'étranger et à profiter des opportunités qu'offre la coopération décentralisée », a expliqué Crépin Keouosso Okimango. En cinquième position sur une liste de treize candidats aux locales 2017, le candidat du Front patriotique (FP) a engagé son parti et signé des partenariats avec certains ateliers de l'arrondissement pour encourager les formations juvéniles. Ainsi donc, la menuiserie, la couture, l'informatique, la coiffure et la conduite sont les métiers privilégiés, par le candidat, au bénéfice de la jeunesse de Talangaï pour lutter contre l'oisiveté.

En outre, ce potentiel conseiller compte réorganiser les initiatives d'assainissement, œuvrer pour l'éclairage public et lutter contre les violences scolaires dans les écoles publiques du sixième arrondissement.

Lors de cette deuxième sortie en public pour séduire les électeurs, le candidat du Front patriotique a rappelé, aux électeurs, les douze autres points saillants de leurs projets pour la commune de Talangaï.

Fortuné Ibara

Des opérateurs économiques de Ouenzé apportent leur soutien à Juste Désiré Mondelé

Candidat dans la première circonscription électorale de Ouenzé, Juste Désiré Mondelé a reçu le 11 juillet le soutien des opérateurs économiques, membres de la Confédération générale du patronat du Congo (Cogepaco), basés dans les quartiers 51, 54 et 59

La rencontre qui s'est déroulée au siège de la Cogepaco, dans le 5^e arrondissement de Brazzaville, a permis au président de ce groupement d'opérateurs économiques, Jean Galessamy-Ibombot, de rassurer le candidat du Club 2002 PUR pour le scrutin du 16 juillet prochain. « La Cogepaco regroupe 250 chefs d'entreprise et 3000 adhérents, la plupart sont des mamans commerçantes qui sont dans les principaux marchés de Ouenzé. Nous avons voulu vous écouter sur vos points de vue économiques qui nous permettront d'être votre relai auprès des hommes d'affaires pour que le 16 juillet les opérateurs économiques se sentant intéressés prennent le chemin des bureaux de vote pour vous élire dès le premier tour », a indiqué le Dr Jean Galessamy-Ibombot.

Il a également présenté au secrétaire général du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR), les difficultés auxquelles les quartiers 51, 54 et 59 Ouenzé sont en proie. Il s'agit, entre autres, du chômage des jeunes, de l'insécurité et de l'immigration économique. « Il faut que chaque Congolais de Ouenzé, dans sa parcelle, fasse le commerce de détail, conformément à la loi sur le commerce au Congo et les affaires pour lutter contre l'immigration économique qui est préjudiciable au Congo », a conclu

le président de la Cogepaco, rassurant qu'ils seront aux côtés du candidat pour donner un coup KO à ses adversaires le 16 juillet.

Répondant à quelques préoccupations de la Cogepaco, le



Juste Désiré Mondelé et le Dr Jean Galessamy-Ibombot entretenant les militants/ crédit photo Adiac

candidat Juste Désiré Mondelé a indiqué qu'il n'avait pas un programme économique. Conseiller spécial du président de la République, chef du département politique, il s'est dit adhérer à la démarche du chef de l'Etat visant la diversification de l'économie nationale. Un processus qui déjà, d'après lui, est engagé. En effet, le candidat a initié cette rencontre avec le

patronat après avoir traité avec les jeunes dans tous les quartiers au sujet de leur employabilité.

« Nous avons souhaité cette rencontre pour qu'ensemble nous regardions les possibilités, les moyens d'accompagnement, d'encadrement, de formation qualifiante à tous les niveaux afin de donner de l'autonomie à la jeune fille-

mère et aux jeunes garçons. Une formation qui les mettra à l'abri de l'oisiveté », a expliqué Juste Désiré Mondelé.

Il a, enfin, indiqué à ses interlocuteurs qu'en l'absence de l'Etat providence qui n'existe plus, la Cogepaco qui compte environ 250 entreprises en son sein est un partenaire à prendre en compte pour relever ce défi.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE DES FINANCES DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°PI-002/MFBPP/CGMP-2017

« Recrutement d'une société chargée de la modernisation du système d'information de la Direction Générale des Impôts et des Domaines »

1-Le ministère des finances, du budget et du portefeuille public a obtenu des fonds pour entreprendre la modernisation du système d'information de la direction générale des impôts et des domaines et a l'intention d'utiliser ces fonds pour financer les services d'une société spécialisée en informatique.

2-Le ministère des finances du budget et du portefeuille public invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt pour le service décrit ci-dessus et à fournir les informations indiquant qu'ils ont la capacité technique pour exécuter ledit service.

3-Les sociétés seront sélectionnées conformément au Code des marchés Publics.

4-Les sociétés désireuses d'obtenir des informations complémentaires sur l'avis à manifestation d'intérêt peuvent

s'adresser à la cellule de gestion des marchés publics du ministère, à l'adresse ci-dessous.

5-Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 26 juillet 2017, à 13 heures précises :

Cellule de gestion des marchés publics du ministère des finances, du budget et du portefeuille public, croisement avenue du cardinal Emile BIAYENDA et boulevard Denis SASSOU-N'GUESSO, au 1^{er} étage de la direction de la solde, Porte 1. Adresse mail : cgmp@finances.gouv.cg

Brazzaville, le 11 JUILLET 2017

La Personne Responsable des Marchés Publics



Jean Marie MONTSAGNA

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

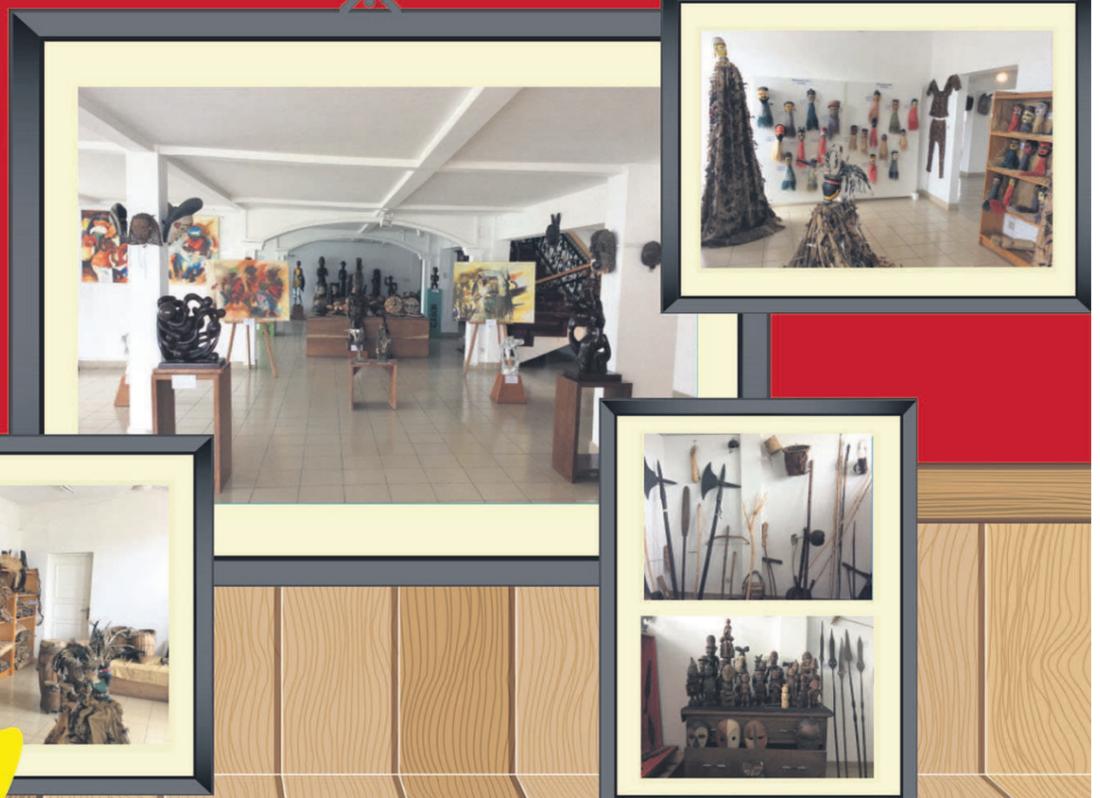
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassous Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT

Le gouvernement veut produire des données économiques plus fiables

Dans la perspective d'aider le Congo à disposer des données économiques plus fiables, un atelier de formation sur la modélisation macroéconomique se tient du 11 au 14 juillet à Brazzaville.

Il est organisé au profit des cadres des directions générales de l'économie, du budget, du plan et des impôts, ainsi que de l'Institut national de la statistique (INS). L'objectif étant d'améliorer les capacités de ces derniers dans la modélisation macroéconomique.

Cette formation s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement des capacités en statistiques, études prospectives et planification pour la lutte contre la pauvreté en République du Congo (Respec) qui bénéficie d'un appui financier de l'African capacity building foundation (ACBF).

« Le besoin était exprimé par le gouvernement congolais par le biais du ministère de l'Economie. On s'est rendu compte que

les données économiques de ce pays étaient soit obsolètes, soit relativement peu fiables. D'où le besoin de remettre les cadres dans le bain, de leur donner de la nouvelle matière pour arriver à produire les données qui soient fiables », a expliqué le coordinateur du projet Respec, Omer Pierre Claver Ivouba. Cette formation permettra aux participants de renforcer leurs capacités techniques en matière de prévision et de simulation macroéconomiques pour l'élaboration du cadrage macroéconomique et budgétaire.

« Un des objectifs spécifiques de ce séminaire est de vous donner les outils nécessaires pour exploiter efficacement le modèle



Le directeur général de l'économie et le coordonnateur du Respec à l'ouverture du séminaire de formation (photo Adiac)

Mac-Congo qui permet d'élaborer le cadrage et les prévisions macroéconomiques à court et moyen termes », a indiqué le directeur général de l'économie,

Antoine Régis Ngakegni. Selon lui, au terme de cette formation, les apprenants

développeront des capacités de prévisions macroéconomiques plus usuelles ; des capacités ac-

crues dans la mise à jour des données et dans la rédaction des documents d'analyse et de synthèse de l'économie nationale.

Christian Brice Elion

JOURNÉE MONDIALE DES COMPÉTENCES DES JEUNES

Le Congo se prépare pour célébrer la troisième édition

Instituée en novembre 2014 par l'Assemblée générale des Nations unies, la Journée mondiale des compétences des jeunes, commémorée le 15 juillet de chaque année, est une occasion pour les différents acteurs d'organiser des initiatives éducatives, des campagnes et activités de sensibilisation des jeunes

Cette année, les activités seront organisées autour du thème : « Le développement des compétences pour élargir les perspectives d'emploi des jeunes et accélérer les atteintes des ODD ». Pour ne pas rester en marge de cette journée, la Fondation perspectives d'avenir (FPA) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) ont lancé le 10 juillet à Brazzaville, en partenariat avec le gouvernement, la semaine des compétences des jeunes dont les activités s'achèveront le 14 juillet prochain.

Au programme des conférences-débats portant sur diverses thématiques à savoir : « Le développement des compétences pour élargir les perspectives d'emploi des jeunes au Congo » ; « Comment se vendre sur le marché de l'emploi ? » ; « Les métiers du cinéma au Congo ». Les autres communications porteront sur « Jeunes du Congo : Enjeux et défis dans la mise en œuvre des ODD » ; « les ateliers pratiques recherche



Une vue des participants à la journée inaugurale de la semaine de développement des compétences ; crédit photo Adiac

d'emploi » ; la table ronde interactive « Insertion professionnelle et adéquation de la formation initiale au Congo ». À cela s'ajoutent la présentation du programme Youth Connekt Congo ; Youth Connekt Hangout « utiliser les nouvelles technologies pour libérer le potentiel des jeunes ».

Notons que la journée inaugurale le 10 juillet, à l'auditorium

du rectorat, a été marquée, entre autres, par le témoignage de Ghislain Ondelé Kanga, qui a partagé son expérience d'un jeune entrepreneur congolais aux nombreux participants composés en majorité d'étudiants en quête d'emploi. Pour rappel, le problème de l'emploi ou du sous-emploi des jeunes est une préoccupation majeure pour le Congo. D'après

la dernière enquête ETVA 2015, le taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans est de 30,5% pour l'ensemble du pays. Le

explique un communiqué de la FPA. Toujours, selon cette fondation, les compétences et l'emploi des jeunes sont des

chômage touche plus fortement les jeunes en milieu urbain avec un taux de 39% contre 11,7 % en milieu rural. « Le chômage des jeunes est beaucoup plus structurel, car 31% des jeunes au chômage sont à la quête d'emploi depuis plus de deux ans. Bien que cette situation touche beaucoup plus les femmes (37,9 %), le chômage de longue durée concerne aussi les hommes (24,4 %) »,

éléments fondamentaux du Programme de développement durable pour l'agenda 2030 et des 17 Objectifs de développement durable. Pour ce faire, ce programme préconise de doter un nombre toujours plus élevé de jeunes des compétences dont ils ont besoin pour accéder à l'emploi, obtenir un travail décent et développer leur esprit d'entreprise.

Parfait Wilfried Douniama

Cabinet d'Audit et de Conseil en Gestion (CACOGES)

SEMINAIRE DE FORMATION

Sur le nouvel Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière

Brazzaville du mercredi 12/07/17 au jeudi 13/07/17

Horaires : de 08h30 à 17h30 (avec 2 pauses café)

Tarif : 297 250 TTC/personne

Inscriptions :

Par mail et téléphone : serge.akamandeli@cacoges.cg (06 510 64 91)

cacoges@gmail.com / cacoges@cacoges.cg (06 989 06 06)

■ Brazzaville

Immeuble 7 Eucalyptus
2^e Etage, Entrée 201
Av. de la liberté,
Résidence, Les Flamboyants
En face de l'hôpital militaire
République du Congo
Tél. : 06 989 06 06

Qui est concerné ?

- Toute personne intéressée par la pratique de la comptabilité et l'établissement des états financiers.
- Toute entreprise dans tous les secteurs d'activités (BTP, services, pétrole, banque, etc)

Quels sujets sont-ils abordés ?

- Comprendre les composantes du nouveau dispositif comptable et cadre conceptuel
- Maîtriser les nouvelles dispositions comptables
- Les améliorations des traitements comptables
- La présentation des états financiers


BUROTOP IRIS
Distributeur Exclusif au Congo

 **Transcend**
N°1 Mondial



Clé usb à partir de **2.900 Fcfa** (8 Go)

Disque durs externes à partir de **49.500 Fcfa** (500 Go)

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 055 777 888 - 066 69 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

L'actualité de la Centrafrique

Plus de 25 milliards Francs CFA pour la réhabilitation des pistes rurales

15.000 Km de pistes rurales seront réhabilités grâce à un financement de la Banque mondiale. Le coût est estimé à hauteur de 45 millions de dollars soit environ 25.825.000.000 Francs CFA.

« Depuis 4 ans, nous n'avons pas intervenu en province. Les routes sont actuellement dans un état de dégradation très avancée. Avec le retour à l'ordre constitutionnel, nous essayons de reprendre la réhabilitation ou la remise à niveau de ses routes », a indiqué le directeur général de la Planification, du suivi et évaluation et prospectives au ministère des Transports, de l'aviation civile et de l'équipement, Alain Guy Kamégba-Bafounga.

Une programmation est en cours pour attaquer ces travaux, « avec les bailleurs de fonds qui nous appuient, nous allons faire des programmations annuelles et triennales pour essayer de joindre les deux bouts. Nos priorités pour l'instant concernent les routes en terre. Il faut d'abord rendre ses routes carrossables avant de penser à leurs revêtements », a-t-il projeté.

Le réseau routier centrafricain est à 25 000 Km et est constitué des routes nationales, des routes régionales et des pistes rurales qui représentent à elles seules 15 000 Km. « En réhabilitant ses routes nationales, nous allons passer aux greffages de ses pistes rurales qui vont faciliter le circuit de commercialisation », a-t-il ajouté.

Une convention a été signée entre la Banque mondiale et la République Centrafricaine, concernant le bitumage de l'axe Baoro-Bouar dont le financement est déjà disponible. « Le marché est déjà lancé, nous attendons l'acquisition. L'enveloppe de 25.825 000.000 Franc CFA concerne les pistes rurales plus précisément dans la Ouaka, la Nana-Mambéré, l'Ouham et l'Ouham-Pendé », précise Alain Guy Kamégba-Bafounga.

Les routes sont très dégradées en Centrafrique. L'insécurité dans l'arrière-pays ainsi que le manque de financement ne permettent pas de faire des travaux.

REPRISE TIMIDE DE TRAVAIL À BOZOUUM

Après sept jours d'arrêt, les activités dans l'administration publique ont repris à Bozoum. Cet arrêt de travail d'une semaine fait suite à la situation de désarmement forcé des gendarmes de cette localité, la semaine passée par un groupe d'Anti-Balaka.

La reprise est timide, car certains services publics n'ont pas encore ouvert leurs portes. Les autorités locales sont en train de mener des actions auprès des fonctionnaires encore réticents, à retrouver le chemin de l'administration publique. Jusqu'alors les gendarmes n'ont toujours pas repris leurs postes de contrôle aux portes de la ville.

Les fonctionnaires de cette localité avaient décidé le mercredi dernier de l'arrêt de travail pour exprimer leur mécontentement après le désarmement des gendarmes.

HRW RECOMMANDE PLUS D'ATTENTION SUR LA COUR PÉNALE SPÉCIALE

L'ONG internationale Human Rights Watch (HRW) a dans son rapport de Juillet 2017 formulé des recommandations pour renforcer le soutien particulier à la Cour pénale spéciale dont certains de ses membres viennent de prêter serment à Bangui.

Le rapport intitulé, « meurtres impunis, crimes de guerres, crimes contre l'humanité et la Cour pénale spéciale » a documenté les crimes entre fin 2014 et Avril 2017. Ce rapport intervient dans un contexte où plusieurs personnalités politiques et responsables des groupes politico-militaires rejettent l'idée de la mise en place rapide de cette juridiction hybride, la Cour pénale spéciale pour juger les présumés auteurs des crimes.

Cette organisation recommande une attention particulière de la part du gouvernement centrafricain, des partenaires et bien d'autres afin de soutenir la Cour pénale spéciale. « Il faut renforcer l'attention et le soutien apportés à la Cour pénale spéciale (CPS) récemment créée, qui offre une chance unique pour que les responsables de ces crimes graves soient tenus de rendre des comptes. Toutefois, pour être efficace, la CPS exige un engagement soutenu de la part du gouvernement du président Faustin-Archange Touadera, ainsi qu'un soutien pratique, politique et financier de la part des Nations unies, aussi des gouvernements individuels, notamment pour la protection des témoins et la sécurité du personnel judiciaire », peut-on lire dans ce document. Dans ce rapport publié le 05 juillet dernier, l'ONG a demandé au Parlement d'accepter de lever l'immunité de tout membre impliqué dans les exactions. Au moins 566 civils au cours d'attaques entre novembre 2014 et avril 2017, ainsi que la mort de 144 personnes dans la brousse ont été documentés dans ce rapport. Pendant ce temps, des groupes armés ont détruit au moins 4. 207 maisons.

Josiane Mambou Loukoula et RJDH

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les pays producteurs de pétrole défendent l'utilité de l'or noir

Le 22^e Congrès mondial du pétrole organisé du 9 au 13 juillet à Istanbul (Turquie) a déjà permis aux pays producteurs de pétrole de reconnaître l'adaptation à la transition énergétique, tout en défendant les hydrocarbures qui, d'après eux sont les seules capables d'alimenter la croissance économique mondiale

Estimant que le pétrole favorise de nos jours la croissance dans les pays émergents, l'industrie pétrolière mondiale a souligné à cette occasion que la transition énergétique ne réussira pas uniquement en délaissant l'exploitation des hydrocarbures. « Cette transition vers un monde moins émetteur de gaz à effet de serre ne se présentera pas sous la forme d'une solution, mais impliquera différents parcours, en fonction des besoins de chaque pays », a affirmé le PDG de Shell, Ben van Beurden. « Trop souvent, la transition énergétique est considérée du point de vue des Européens ou des Nord-Américains (...) mais la réalité démographique montre que ce n'est pas suffisant de se concentrer sur ces régions », a estimé le patron de Shell. Il a cité à titre d'exemple l'Afrique et l'Asie qui vont concentrer la majeure partie des 3,6 milliards d'habitants supplémentaires attendus dans le monde d'ici la fin du siècle.

Pour lui, « ces pays en croissance auront encore besoin d'hydrocarbures pour développer leurs industries » parce que les secteurs comme la sidérurgie, le ciment ou la chimie, ne peuvent pas se passer de la quantité d'énergie que produisent les hydrocarbures. Par ces mots, cet Anglo-néerlandais résumait le message que les acteurs mondiaux des

« Cette transition vers un monde moins émetteur de gaz à effet de serre ne se présentera pas sous la forme d'une solution, mais impliquera différents parcours, en fonction des besoins de chaque pays »,

hydrocarbures voulaient transmettre à la communauté internationale. Et cela, même si les experts et les ONG environnementales estiment qu'il faudra laisser dans le sous-sol des réserves d'hydrocarbures pour lutter contre le réchauffement climatique. Si les pays développés misent sur les énergies renouvelables pour une bonne transition énergétique, il faut signaler que le pétrole reste la première énergie consommée dans le monde, notamment du fait de sa domination comme carburant. D'ailleurs, dans de nombreux pays, les

énergies renouvelables, dont le solaire, sont devenues aussi peu cher que le gaz ou le charbon, malgré la chute de l'or noir ces deux dernières années. « Aujourd'hui, face aux critiques sur les émissions de gaz à effet de serre issues de l'exploitation des hydrocarbures, les industriels avancent des progrès technologiques pour réduire leurs impacts », a indiqué Damen Woods, le PDG d'ExxonMobil. « Cela se fait via la capture et le stockage du CO₂ même si l'équilibre économique est encore loin d'être trouvé »

Le 22^e Congrès mondial du pétrole se tient alors que les prix du pétrole et du gaz peinent toujours à remonter malgré l'action des pays producteurs de pétrole (Opep). Il y a trois ans, la précédente édition s'était tenue au moment où le baril du pétrole coûtait 100 dollars. C'était juste avant la chute brutale des cours plombés par le boom des hydrocarbures de schiste aux Etats-Unis. Ces derniers temps, l'ambiance est très différente puisque les prix du brut se maintiennent durablement sous les 50 dollars le baril, mettant sous pression les compagnies pétrolières et la plupart des pays producteurs très dépendants de la manne des hydrocarbures comme c'est le cas des pays de la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale.

Nestor N'Gampoula

BRÈVES

SÉNÉGAL

Abdoulaye Wade, 91 ans, est arrivé à Dakar pour participer à la campagne des élections législatives du 30 juillet. Il conduit une liste d'opposition aux législatives, avec une coalition menée par le PDS, dont il est toujours le chef. Une autre tête de liste de l'opposition, le maire de Dakar, Khalifa Sall, est en détention provisoire depuis le 7 mars pour détournement présumé de fonds publics. Dissident du Parti socialiste (PS), membre de la coalition au pouvoir, M. Sall est contraint de faire campagne de sa cellule. Ouverte dimanche, la campagne électorale va durer jusqu'au 28 juillet, avec la participation d'un nombre record de 47 listes, contre 24 en 2012.

AFRIQUE DE L'OUEST

Des start-ups tentent de proposer des remèdes pratiques à travers « une pharmacie virtuelle », pour lutter contre les médicaments périmés ou contrefaits qui mettent en danger la santé de millions de personnes. « JokkoSanté », qui en est encore au stade pilote, facilite la collecte des médicaments superflus, en échange de points bonus qui permettront à ses usagers - quelque 1.500 pour l'instant - de se procurer ceux dont ils ont besoin. L'application est utilisée par les hôpitaux, les pharmacies et les centres de santé qui réceptionnent les produits collectés. Par un compte sur leur téléphone portable, les utilisateurs peuvent ensuite dépenser leurs points pour effectuer de nouveaux achats. Pour ceux qui ont du mal à payer, JokkoSanté a mis en place un système de parrainage par de grandes entreprises qui leur donne accès à des médicaments gratuits.

NIGER

Les maires de six villes moyennes ont été relevés de leurs fonctions pour des cas de malversations avérées et révélées lors d'une dizaine d'inspections de contrôle. Le Conseil municipal de la ville de Bilma a été carrément « dissout ». Au nombre des fautes commises par les maires : la non-tenue régulière des assises municipales, des détournements de fonds publics, des passations illégales

de marchés publics, des ventes illégales de terrains ou des dépenses sans justificatifs. Dans une des mairies, le total des recettes budgétaires est de zéro franc en 2015 et 2016. Ces mesures de révocation visent à sauvegarder les intérêts des collectivités de la mauvaise gestion de leurs responsables. Les contrôles vont se poursuivre dans plus de 200 autres mairies du pays.

TCHAD

Le gouvernement a revu à la hausse le prix de la délivrance de la carte d'identité, compte tenu de la crise financière. Suspendu depuis 2016 par manque de matériel adéquat, le service technique et d'identité civile est redevenu opérationnel courant mai. Le prix de la carte d'identité est passé de 4 000 à 10 000 francs CFA pour les 90 000 Tchadiens possédant des papiers d'identité arrivant à expiration. Ce prix officiel a été publié dans le budget général de l'Etat 2017. Le Collectif tchadien contre la vie chère, une organisation de la société, menace de saisir les juridictions compétentes pour demander réparation. Les agences des Nations unies ont également versé sur la base du prix officiel, plus de 25 millions de francs CFA au Trésor public pour permettre aux déplacés et réfugiés tchadiens, de retourner au pays, d'avoir accès à cette carte.

ANGOLA

La compagnie aérienne Emirates a annoncé avoir mis un terme à son partenariat avec son homologue nationale angolaise TAAG en raison d'un différend récurrent sur le rapatriement de ses recettes depuis le pays pétrolier africain en crise. Le transporteur aérien basé à Dubaï a également fait savoir qu'il réduisait de cinq à trois le nombre de ses liaisons hebdomadaires entre son hub et Luanda. Emirates dessert la capitale angolaise depuis 2009 et a assuré depuis 2014 la gestion de la compagnie TAAG. Plusieurs compagnies aériennes se sont récemment plaintes de difficultés similaires, dues au manque de devises étrangères.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Emmanuel Macron annonce un sommet le 12 décembre prochain

Le président français Emmanuel Macron a annoncé l'organisation d'un nouveau sommet sur la lutte contre le réchauffement climatique.

« Le 12 décembre prochain, deux ans après l'entrée en vigueur de l'accord de Paris, je réunirai un nouveau sommet afin de prendre de nouvelles actions pour le climat, notamment sur le plan financier », a-t-il déclaré lors de sa conférence de presse de clôture du sommet du G20.

Emmanuel Macron a également annoncé « prendre acte » de la sortie des États-Unis de l'accord de Paris même s'il espère encore « convaincre » son homologue américain Donald Trump de revoir sa position sur cette question environnementale. Le ministre français de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, juge que « les choses ne sont jamais définitives, il ne faut pas sous-estimer les mouvements de fond aux États-Unis », au sujet du retrait des États-Unis. Il n'est pas catégorique sur la présence de la délégation américaine à cet événement. « On le verra (...). On va lancer un certain nombre d'invitations », a-t-il érudé.

Mais c'est en Emmanuel Macron que Nicolas Hulot place sa confiance pour tenter de faire changer d'avis Donald Trump. « Essayons plutôt de tendre la main et de continuer le dialogue avec ceux avec qui on a quelques divergences. C'est peut-être beaucoup plus habile qu'une réaction-réflexe », a-t-il dit.

Les six grandes mesures

produit serait de l'ordre de 20 milliards d'euros annuels, en partie affecté à la transi-



du « plan climat » de Nicolas Hulot

Le « plan climat » de Nicolas Hulot visait à rendre « irréversible » l'accord signé à Paris en décembre 2015 et faire en sorte que la France « prenne sa part et le leadership dans le changement climatique ».

1-Une augmentation de 40% de la taxe carbone avec l'horizon 2050 pour arriver à une « neutralité carbone »

2-La fin de la vente des voitures diesel et essence dès 2040, un objectif « lourd », notamment pour les constructeurs automobiles

3-Une taxe européenne sur les transactions financières. Son

tion énergétique et à l'aide à l'adaptation au changement climatique des pays pauvres

4-Développer les énergies renouvelables. Il faut dire que la France est en retard sur son objectif 2020 de 20% d'énergie renouvelable et la volonté de voir les énergies renouvelables atteindre 32% de la production totale d'énergie d'ici à 2030.

5-Mettre fin au charbon et fermer les centrales françaises d'ici 2022.

6. Éradiquer les « passoires thermiques » (bâtiments mal isolés et consommant trop d'énergie) dans les dix ans à venir.

Noël Ndong

Abdoulaye Bio Tchane : « L'Afrique doit promouvoir les actions collectives en faveur du climat »

Les pays africains doivent travailler en plus étroite collaboration pour la mise en œuvre des plans d'action climat nationaux de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et pour la mobilisation de financements climatiques, tout en intégrant au mieux l'action climatique dans la planification du développement durable.

C'est la principale conclusion des ministres et des principaux représentants réunis au Forum africain du carbone 2017, à Cotonou, au Bénin. Des professionnels, experts et décideurs politiques, dont des ministres de toute l'Afrique et d'autres participants de haut niveau, se sont réunis à Cotonou pour dresser un bilan et aligner leurs stratégies de mobilisation de ressources financières visant à assurer un développement durable et une réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle du continent.

Le ministre béninois d'Etat chargé du Plan et du développement Abdoulaye Bio Tchane a déclaré : « L'Afrique est le continent le plus touché par les changements climatiques. Deux tiers des Africains vivent de la terre et il est donc primordial que le continent emprunte une voie économique et développementale résiliente au climat ». « En accueillant le Forum africain du carbone autour du thème des actions climatiques collaboratives pour un développement durable, le Bénin démontre non seulement son propre engagement vis-à-vis des plans d'action climat nationaux, mais aussi de manière plus large, l'intérêt de l'Afrique à promouvoir les actions collectives en faveur du climat », a-t-il ajouté.

Les ministres et les autres dirigeants africains ont souligné l'importance de créer un élan qui permettra la transition vers le bas carbone et une plus grande résilience au changement climatique. Ils ont également souligné la nécessité d'établir de nouveaux partenariats afin de renforcer et de stimuler plus encore le développement durable.

La secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Patricia Espinosa, a à son tour déclaré : « L'Afrique connaîtra une croissance effrénée jusqu'au milieu du siècle. Ce n'est pas tout. L'Afrique est l'un des moteurs les plus importants de la croissance mondiale pour les prochaines années. Les Africains sont au cœur de cette croissance. Mais la croissance doit être façonnée en fonction de critères climatiques et relatifs au développement durable. Les contributions déterminées au niveau national de l'Afrique sont des plans permettant d'attirer les investissements du secteur privé et de progresser ».

Précisant que la mise en œuvre de l'Accord de Paris pose « les fondations de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité, alors que la population devrait atteindre 9 milliards de personnes ou plus d'ici 2050. Il s'agit de nourriture, d'eau et d'énergie pour tous. Il s'agit d'emplois décents. Il s'agit de la chape de construction de communautés durables et résilientes, alimentées en énergies propres et renouvelables ».

Le Forum africain du carbone se développe et devient un événement régional d'action climatique qui appuie, en se combinant aux événements de l'Action mondiale pour le climat, les actions menées par les parties prenantes non-gouvernementales (ou non-Parties) en amont de la conférence annuelle des Parties organisée par la CCNUCC.

N.Nd.

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Congo-Burkina Faso : un esprit de coopération Sud-Sud

Dans la catégorie des coopérations peu institutionnalisées, Charles Nzamba, président de l'association Somwaya, facilite une coopération amicale et fructueuse entre les peuples du Congo et du Burkina Faso.

Le rapprochement Somwaya-Burkina s'est instauré comme une coopération de la société civile ayant son siège à Niou, dans la province du Kourwéogo, au Burkina Faso. Mis en place officiellement en 2003, il renforce les capacités d'entretien du réseau d'investissement en Afrique.

De par ses membres, il fédère les initiatives locales, promeut des activités de solidarité en dehors des programmes étatiques et poursuit la réalisation d'objectifs approuvés internationalement en matière de développement, comprenant notam-



Le Congolais Charles Nzamba (au milieu de notables Burkinabé à Ouagadougou)

ment les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Charles Nzamba se souvient des premiers pas en 1997 à Ouagadougou. « Durant près d'une année, dans l'immeuble « Wong Yendé » en

face du grand marché de la capitale Burkinabé, c'était l'époque de la vente du matériel informatique, de la formation en bureautique et de l'ouverture du cyber-café dont nous avons été les précurseurs au

Burkina Faso », explique-t-il.

« Aujourd'hui, après l'identification des besoins en eau, électricité et éducation de base, l'association mène des programmes d'adduction d'eau, d'élevage et

de campagne de distribution de fournitures scolaires. Pour mieux structurer toutes ces actions, une foire annuelle nommée « fête de Nemnin » a été instaurée », précise Charles Nzamba. Nemnin est à l'origine du nom d'un quartier en devenir de Ouagadougou.

C'est un événement annuel de quatre jours. Entre exposants et visiteurs, des échanges, des animations culturelles et des jeux sont proposés. « L'objectif est de créer le brassage entre les populations autochtones, les commerçants, les autorités et surtout avec les autres peuples », indique le président de l'association, rappelant qu'à la première édition en 2017, les communautés congolaise, béninoise et togolaise étaient invitées. Pour 2018, l'association compte réaliser la foire de façon alternée entre le Burkina et le Congo.

Marie Alfred Ngoma

VIENT DE PARAÎTRE

«Le Miroir d'un nègre », second ouvrage de Mexi Espoir Ndingoue

Paru aux éditions Edilivre en juin 2017, « Miroir d'un nègre » est un recueil de poèmes de 44 pages dans lequel l'auteur dénonce plusieurs thèmes traitant l'Africain dans sa forme pure. Mexi Espoir Ndingoue parle de la morale.

Ce recueil de 33 poèmes écrit en vers et en prose fait état des thèmes comme enfant, Dieux, vivre sans femme, Afrique, constitution, argent, village, pays, famille, larmes en sourire, maman, le rouge et le mensonge, père, force forte... « Ce qui est dénoncé reflète le comportement barbare d'un Africain », explique l'auteur. À la page 9 du poème intitulé « Dieux », l'auteur montre l'être africain avec plusieurs dieux, il croit au christianisme mais possède des totems. c'est

ce qui justifie le fait d'avoir plusieurs objectifs. « De fétiche que de surplus. Elles n'ont plus de foi, ces créatures en chair Oh Dieu ! D'où sortent ces dieux ? L'affaire d'Eve continue, on ne voit que dieux. Dieu n'est plus résultat révolutionnaire, l'œuvre de Satan », peut-on lire.

Dans vivre sans femme, l'auteur valorise la femme, elle est utile autant de malheur mais, inutile autant de malheur. L'homme reconnaît la valeur de la femme lorsqu'il est sérieusement malade. Abandonnée au moment du bonheur, la femme est négligée, parfois chassée de la maison. « Le témoignage ne peut être témoigné. La femme est donc un témoin utile. Au besoin de ma mort ! Il me faut en avoir. Oh femme ! Oh femme ! Inutile au temps de bonheur, utile au temps de malheur », écrit l'auteur.

Pour le thème de la famille, celui-ci dé-

montre qu'en Afrique une famille qui a des moyens financiers est importante par rapport à celle qui est dépourvue, elle a tendance d'être marginalisée.

Dans le poème la force forte, Mexi Espoir dénonce le comportement des personnes qui refusent d'aider leur proche en cas de maladie, dit-on par manque d'argent et la personne est abandonnée sur son lit d'hôpital. A sa mort, on fait des cotisations énormes et, achètent des cercueils qui coûtent cher.

Dans le rouge et le mensonge, l'auteur évoque la manière avec laquelle les dirigeants africains acquièrent le pouvoir. Selon ces dirigeants, pour bien faire la politique, il faut faire des sacrifices et mentir. « Leur abus met en confusion des pensées. Il faut alors maîtriser leur vraie union. La souveraineté est en bonne fonction, c'est finalement le résultat des rouges, il faut de ce fait

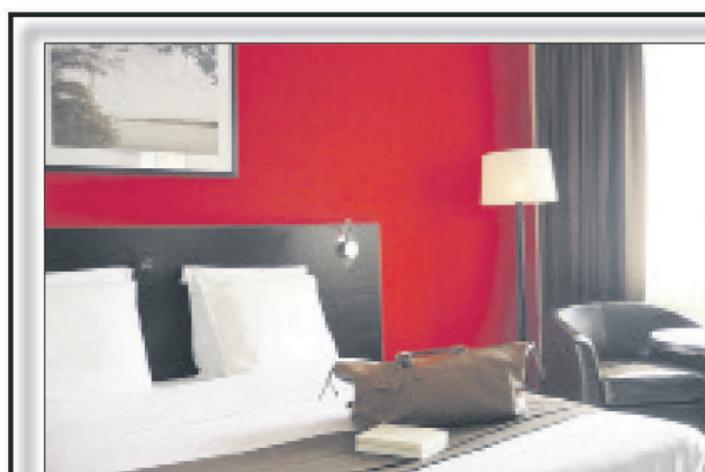
avoir le courage Oh ! Oh ! La souveraineté du lieu vert. Le rouge est aujourd'hui plus dans ce vert, les animaux noirs dédaignent le verbe, leur force fait fuir le gré de ses semblables », page 20

Baptisé par le pseudonyme plume de lumière, Mexi Espoir Ndingoue interpelle dans les poèmes maman et père, aux pages 18 et 19, la conscience des lecteurs sur l'importance de ces deux parents qui méritent respect et bonheur. « Sauveur de brancard, Secours sur la terre, représentant de Dieu, le lien de son témoignage Oh mon père ! En ton absence, je m'arrête aux nuages ; la terre m'est loin. Tu es ma vie, ma pensée vitale, mon ordonnance manifeste, mon soulagement de toute maladie, le bercement du berceau, la préférence de Dieu, la dernière de ses miracles ». L'auteur s'est indigné pour

ceux qui n'honorent pas leurs parents. « Nous constatons que de nos jours, certains enfants ne respectent plus les parents, nous devons les respecter. La bible dit qu'avant de croire à Dieu nous devons croire d'abord au père et à la mère ».

Mexi Espoir Ndingoue est étudiant en quatrième année de droit privé. Il est auteur de deux publications, dont le premier en décembre 2016 est intitulé Du mal au bien : l'échec éducatif et le second, miroir d'un nègre. L'auteur sollicite l'assistance des autorités congolaises pour l'encourager dans son parcours littéraire. « Je me bat avec mes petits moyens pour publier mes œuvres », se plaint-il. Deux de ses ouvrages sont en cours d'écriture, « les chroniques africaines » et « le droit civil des personnes au Congo ».

Rosalie Bindika



PROMO WEEK-END

150 000 FCFA

2 Nuits en chambre supérieure pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

200 000 FCFA

2 Nuits en suite pour 2 personnes incluant petits-déjeuners



ELAIS Pointe-Noire est un hôtel 4* de 191 chambres, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville).

À 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires et vos moments de détente.

Boulevard Général de Gaulle

BP 790 Pointe Noire - République du Congo

Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84

info.pn@hotelelais.com

www.hotelelais.com



PROMO
CLIM

ENTRETIEN CLIMATISATION



Diagnostiquer votre véhicule à

45.000 Frs CFA TTC

FILTRE À POLLEN
TOUS TYPES

-20% de
Remise

PURIFIANT HABITACLE

-20% de
Remise

NETTOYANT
CLIMATISATION

-20% de
Remise

MAIN D'OEUVRE GRATUITE



JUSQU'AU
31 AOÛT 2017

REVISEZ VOTRE IDÉE DU SERVICE



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39

NO
NALA
CONTREFAÇON

BUJUMBURA

Les experts de la CEEAC planchent sur la validation du Plan stratégique à moyen terme

Prélude à la réunion du conseil des ministres en charge de l'Economie, des Finances et de la Planification de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui aura lieu le 13 juillet, les experts de cet espace communautaire se sont réunis le 11 juillet à Bujumbura, au Burundi, pour échanger sur le projet de Plan stratégique à moyen terme (PSMT) 2016-2020.

Au cours de la cérémonie d'ouverture, le secrétaire général adjoint de la CEEAC a précisé l'objectif fondamental et le bien-fondé de la rencontre de Bujumbura en ces termes : « *au moment où notre communauté est engagée dans un processus de réforme institutionnelle, l'objectif principal du Plan stratégique à moyen terme de la CEEAC est de servir d'outil d'aide à la décision et de tracer le cheminement pour atteindre les objectifs définis par la Vision 2025 de la CEEAC.* »

En effet, le PSMT se veut une nouvelle approche programmatique et une nouvelle méthode de travail au sein du secrétariat général qui cible également les ressources et l'action de la CEEAC sur les domaines dans lesquels les avantages comparatifs de la communauté sont les plus spécifiques, et vise à produire des résultats là où l'impact est le plus fort.

Pour l'honorable Tabu Abdallah Manirakiza, la rencontre de Bujumbura n'est qu'une première étape car « *le projet de plan stratégique comporte un plan d'actions prioritaires dont la mise en œuvre vise fondamentalement à consolider et à renforcer l'intégration régionale.* »

Se félicitant de la confiance faite par la

CEEAC au Burundi d'abriter les présentes assises, la représentante du gouvernement Marie Salomé Ndashyamba a rappelé le contexte politique, social et sécuritaire que traverse son pays depuis ces dernières années, situation qui, selon elle, a terni l'image du Burundi dans la région et dans le monde. Elle s'est réjouie des embellies actuellement observées à travers le pays et souhaité que les participants venus d'autres pays servent d'ambassadeurs pour retracer avec fidélité le climat actuel. Elle a également évoqué les principaux enjeux et défis majeurs qui plombent le développement de la Région d'Afrique Centrale, à savoir, l'édification d'un espace de paix et de stabilité, la réalisation d'un espace économique, politique, social intégré, prospère et ouvert, susceptible d'accroître la compétitivité et d'attirer les investissements nationaux et étrangers et le développement des infrastructures et des services en vue de renforcer l'intégration physique et économique de la région et lever les lourdes contraintes à la libre circulation des personnes, des biens et des services.

Après la cérémonie d'ouverture et la mise en place du bureau, les experts sont rentrés dans le vif des travaux sur les questions aussi bien importantes que diverses comme : la présentation du Rapport de l'Atelier Régional tenu à Yaoundé, la présentation de la version finale du projet de Plan stratégique à moyen terme, l'examen du projet de décision portant adoption du PSMT, l'examen du projet de décision portant mise en place du Comité de pilotage du Plan stratégique, et l'examen du projet de décision portant création et organisation de la Cellule de Planification et de coordination du Plan stratégique à moyen terme.

Yvette Reine Nzaba

SOUDAN

Khartoum attend la levée définitive des sanctions américaines

Le Soudan espère que Donald Trump prendra la décision de lever définitivement les sanctions imposées depuis deux décennies, bien que des organisations de défense des droits de l'Homme appellent à leur maintien.

En janvier, l'ex-président américain Barack Obama avait décidé de lever une partie des sanctions économiques imposées à Khartoum en 1997 pour son soutien présumé à des islamistes. Cette décision s'accompagnait d'une période probatoire qui s'achève ce mercredi et qui pourrait déboucher sur la levée totale et définitive des sanctions. Cette décision n'interviendra que si les Américains estiment que le Soudan a suffisamment progressé sur cinq points à savoir : la fin du soutien aux groupes rebelles au Soudan du Sud, la fin des hostilités dans les provinces du Darfour, du Nil-Bleu et du Kordofan-Sud ainsi qu'une coopération avec le renseignement américain dans la lutte contre le terrorisme.

Le président Trump a trois alternatives : lever définitivement les sanctions, étendre la période probatoire ou faire machine arrière en réinstaurant l'embargo. « *Le Soudan ayant réalisé de grands progrès sur ces cinq points, il est maintenant logique que les sanctions soient levées* », a déclaré un responsable du ministère soudanais des Affaires étrangères, Abdelghani Elnaim, alors qu'un rapport de l'ONG Enough Project, basée à Washington souligne que « *L'administration Trump doit reporter sa décision de lever les sanctions contre le Soudan* ».

Les responsables soudanais font régulièrement valoir le soutien de Khartoum aux services de renseignements américains dans la lutte contre le terrorisme et l'aide apportée aux centaines de milliers de réfugiés sud-soudanais ayant fui

la guerre civile et la famine dans leur pays. Le chargé d'affaires américain au Soudan, Steven Koutsis, avait en outre indiqué en juin que Khartoum avait fait preuve ces derniers mois d'une « extrême retenue » face aux rebelles au Darfour, Nil-Bleu et Kordofan-Sud.

Les sanctions américaines ont durement marqué l'économie du Soudan, touchée par l'inflation, une flambée des prix des denrées et une hausse du chômage. Des responsables soudanais assurent que leur levée aidera l'économie soudanaise à intégrer l'économie mondiale. « *Cela nous ouvrira de nouvelles opportunités inexistantes ces 20 dernières années, comme accéder à des prêts* », a indiqué le ministre des Finances Mohamed Al-Rikabi dans une interview à un quotidien local.

Mais selon un diplomate européen, il est possible que les sanctions ne soient pas levées dès cette semaine. « *Il n'est pas logique que d'un côté Washington interdise l'entrée aux Etats-Unis des ressortissants soudanais et que, de l'autre, il lève les sanctions* », a-t-il confié sous le couvert de l'anonymat. Khartoum continue de réprimer des voix indépendantes et a échoué à contenir « *des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au Darfour et dans d'autres zones de conflit* », avait plaidé Human Rights Watch en janvier après la décision d'Obama de lever les sanctions. Selon l'ONU, au moins 300.000 personnes ont été tuées et 2,5 millions déplacées depuis le début en 2003 de la guerre au Darfour.

Josiane Mambou Loukoula

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**
Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE**
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)

NÉCROLOGIE

Les enfants Jacques et Roger Iloki ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Maman Ignanga Marie, survenu le 29 juin 2017 à Brazzaville.

La veillée mortuaire a lieu au N°29 de la rue Manga à Talangai (arrêt de bus Libanga ya talo). L'inhumation aura lieu le jeudi 13 juillet au cimetière Ekouya.



Nely carole Biantomba, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Nkounkou Kimbembe, Nsangou et enfants ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur fille Nkounkou Kimbembe Nette stéphanie, survenu le 3 juillet 2017 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au N° 13 de la rue Songui à la Base (arrêt de bus Comus). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



12 juillet 2014 - 12 juillet 2017, voici trois (3) ans, jour pour jour que le seigneur a rappelé à lui notre très cher papa et frère Emmanuel Kanga.

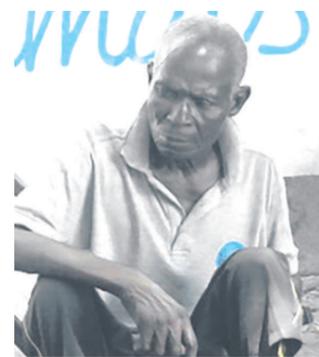
La marche irréversible du temps ne pouvant effacer le souvenir et la douleur de la disparition prématurée d'un être cher.

En cette date de triste anniversaire les enfants Kanga et famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée en sa mémoire.

Une messe d'action de grâce sera dite en l'église notre Dame des Victoires (sainte Marie de Ouenzé) le mercredi 12 juillet 2017 à 06 heures du matin.

Papa Emmanuel Kanga tes conseils, ta générosité, ton humilité, ton courage, ta sagesse et ton amour pour ton prochain guideront toujours nos pas. Que ton âme repose en paix.

IN MEMORIAM



REPORT DES ÉLECTIONS

Tirs croisés sur la Céni

Selon l'opposition, l'option prise par le président de l'Institution Corneille Nangaa plonge le pays, qui va déjà très mal, dans un nouveau cycle d'incertitudes aux conséquences incalculables.

Il n'y aura pas d'élections en décembre 2017. C'est le président de la Céni, Corneille Naanga, qui l'a dit vendredi dernier depuis Paris dans le cadre d'une rencontre entre l'OIF et les envoyés spéciaux des États et organisations internationales partenaires de la RDC impliqués dans l'accompagnement du processus électoral. La nouvelle a fait l'effet d'une bombe, prenant à contre pied tous ceux qui militaient déjà pour la tenue des scrutins en décembre de l'année en cours. Les partis et regroupements politiques de l'opposition qui avaient fait une fixation sur la tenue coûte que coûte des élections d'ici décembre ont dû déchanter. Ils sont dès lors tenus de recadrer leurs stratégies politiques par rapport à cette nouvelle donne.

La levée de boucliers s'est faite un peu partout avec, à la clé, la menace de remobiliser la rue pour dénoncer ce qui paraît comme une provocation de trop de la part d'un régime « qui tient à s'éterniser au pouvoir », selon les propos de Félix Tshisekedi, leader du Rassop/Limete. À l'opposition radicale, on laisse entendre qu'on n'est pas prêt de cautionner un deuxième



Corneille Naanga

glissement. Plusieurs plateformes de ce bord politique jugent d'arbitraire et d'illégal le report des élections qui, selon elles, a le mérite de rendre le ciel nuageux dès lors que la Céni n'a proposé aucune indication claire sur un quelconque calendrier technique assorti d'un échéancier clair. Sans cette boussole que constitue le calendrier électoral, il va sans dire que le processus électoral patauge dans les méandres de l'incertitude.

Quand bien même le calendrier électoral serait publié après l'évaluation du processus électoral par la Céni, le gouvernement et le Conseil national de suivi de l'Accord (CNSA), rien ne

rassure cependant sur la suite. L'absence du CNSA non encore installé est un autre détail qui risque de retarder les échéances. On en a encore pour longtemps, connaissant les habitudes de la classe politique congolaise dont la nonchalance est devenue une seconde nature.

Entre-temps, des sources proches de la Céni font savoir qu'il est impossible d'avoir le fichier électoral d'ici le 31 juillet comme prévu. Tout est donc tributaire à une concertation Céni-gouvernement-CNSA censée relancer le processus électoral conformément à l'accord de la Saint-Sylvestre.

Vivement le consensus !

En attendant, l'échéance de décembre 2017 apparaît, au regard des difficultés techniques brandies par la Céni, comme populiste et non réaliste. Reviendra-t-on à l'échéance d'avril 2018 fixée par l'accord du 18 octobre qui avait tout l'air de prendre en compte toutes les données techniques pouvant assurer la faisabilité des scrutins ? La question reste posée. Là-dessus, certains observateurs font remarquer que l'indépendance de la Céni, seule habilitée à décider sur l'organisation des élections risque d'être écornée au profit des politiques qui, une fois de plus, vont tenter de la mettre à la traîne.

Ce qui ne serait pas de nature à faire avancer les choses. « Cette réunion permettra d'avoir une date raisonnable et non populiste qui devra être respectée », tente de rassurer un cadre de la majorité sans pour autant convaincre les sceptiques de l'opposition.

Pour ces derniers, Corneille Naanga a failli pour n'avoir pas tenu l'échéance de décembre 2017 fixée dans l'accord du 31 décembre et, par conséquent, est appelé à rendre le tablier. Ils balayent d'un revers de main tout l'argumentaire développé par la Céni pour justifier ce report en mettant en exergue l'insécurité au Kasai. Pour eux, le report de l'élection « porte atteinte au droit de vote » des Congolais.

Plus incisifs, certains membres de l'opposition à l'instar de Claudel Lubaya, leader de l'UDA - parti membre de la Dynamique de l'opposition -, estiment que ce report des scrutins va précipiter le pays dans un cycle infernal d'incertitudes aux conséquences incalculables. Et d'inviter toutes les forces réelles du changement, celles qui ne se sont pas compromises, « à fédérer leurs énergies pour dégager un consensus urgent sur les voies et moyens de préparer et de réaliser l'alternance tant attendue par notre peuple et pour laquelle il a payé le prix le plus fort ».

Alain Diasso

PROCESSUS ÉLECTORAL

Corneille Nangaa accusé d'empêcher les Congolais d'élire des dirigeants de leur choix

Selon l'Institut de recherche en droits humains, le président de la Céni, qui engagerait sa responsabilité personnelle dans son annonce faite à partir de la rencontre de l'OIF à Paris, prive le souverain primaire de sa prérogative de désigner les dirigeants de son choix, détruit le mécanisme de contrôle citoyen de la bonne gouvernance politique, économique et sociale.

Dans un communiqué du week-end, l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) a noté que le président de la Commission nationale électorale indépendante (Céni), Corneille Nangaa Yobeluo, venait d'annoncer de Paris, le 7 juillet, pour la énième fois, « l'impossibilité » d'organiser des élections présidentielles, législatives et locales en RDC. Pour cet institut, le renvoi sine die de la tenue d'élections est jugé d'illégal et d'arbitraire, car « il n'est fondé sur aucun rapport d'évaluation ni une étude de terrain rendue publique ». Cette action constitue ainsi, a souligné l'IRDH, une atteinte grave au droit de vote qui est une prérogative fondamentale garantie à tout Congolais par l'article 5 de la Constitution du pays et l'ar-

ticle 21 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Cet institut rappelle, en effet, que lesdites élections devraient se tenir depuis novembre 2016 dans les délais et termes constitutionnels. « Elles ont exceptionnellement été renvoyées à une date à fixer par la Céni avant décembre 2017, conformément à l'Accord politique global et inclusif du Centre interdiocésain de Kinshasa, de décembre 2016 », a fait savoir l'IRDH.

La responsabilité personnelle de Corneille Naanga

Pour l'IRDH, en sa qualité de président d'une institution publique d'appui à la démocratie, toute décision de Corneille Naanga de changer la période au cours de laquelle devraient

se tenir les élections devrait être écrite, motivée et prise dans le respect des procédures en la matière. Pour ne l'avoir pas fait, soutient l'IRDH, Naanga engage sa responsabilité personnelle.

Face au manque de justification documentée des propos du président de la Céni, les chercheurs du Projet d'application des droits civils et politiques de l'IRDH (PAD-CIPO) cités par cet institut estiment que les ONG devraient remettre en cause la manière dont elles défendent les droits de l'Homme. « Elles doivent, d'une part, rééduquer le souverain primaire en lui expliquant pourquoi il doit reconquérir son droit de vote violé systématiquement. De l'autre, elles doivent attirer Monsieur Naanga devant les instances judiciaires de la République ou internationales pour violation des droits de l'Homme, en l'occurrence le droit du peuple congolais de désigner les représentants de son choix », a expliqué cette structure.

L'IRDH explique, en effet, que le vote était un droit fondamental reconnu à tout Congolais de donner mandat, à terme légal et régulier, à un ou plusieurs dirigeants de gérer la chose publique, avec obligation de lui rendre compte. Il rend possible le questionnement sur la gestion de la paix, la sécurité et le bien-être de tous. Il permet de sanctionner les animateurs des trois pouvoirs traditionnels séparément et de leur exiger le respect de la Constitution. En plus, le respect du droit de vote constitue le gage de la bonne gouvernance politique, économique et sociale. Il concourt à la construction d'une société juste et digne à laquelle tout humain aspire.

Par contre, a-t-il noté, l'abus du droit de vote affecte l'exercice et la jouissance de tous les autres droits. Il motive la répression des droits et libertés d'expression d'opinions politiques, de pensée ou de conscience. Il sous-tend les atteintes aux droits au bien-

être économique, à un travail décent et un salaire convenable, à une éducation formelle, à la santé et aux infrastructures de base. De même qu'il facilite des abus contre les femmes, les enfants et les personnes vulnérables.

Dans leur conclusion, ces chercheurs cités par l'IRDH estiment que Corneille Naanga Yobeluo devrait savoir que son action de renvoyer sine die arbitrairement les élections constitue une violation du droit de vote du peuple congolais. « Il prive le souverain primaire de sa prérogative de désigner les dirigeants de son choix. Il détruit le mécanisme de contrôle citoyen de la bonne gouvernance politique, économique et sociale. Par voie de conséquence, il engage sa responsabilité personnelle », ont-ils insisté. Corneille Nangaa avait indiqué d'abord à Kinshasa, sur les ondes de Top Congo FM, puis à Paris qu'il était impossible d'avoir le fichier électoral à la fin du mois de juillet 2017.

Lucien Dianzenza

OIF

La situation politique en RDC examinée à la réunion de Paris

La rencontre a eu pour objectif de faire le point sur les principales recommandations formulées dans le rapport de la mission d'évaluation électorale de l'organisation déployée en RDC du 30 avril au 14 mai 2017.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a réuni, le 7 juillet, à son siège à Paris en France, les Envoyés spéciaux des États et organisations internationales partenaires de la RDC, impliqués dans l'accompagnement du processus électoral dans ce pays.

Cette rencontre exceptionnelle, a souligné un communiqué de l'OIF, visait également à poursuivre les échanges avec la communauté internationale sur le processus électoral, en y associant les autorités congolaises, qui ont une responsabilité majeure pour la tenue d'élections libres, fiables, inclusives et transparentes, dans le respect des clauses de l'Accord de la Saint-Sylvestre. Ces échanges ont permis d'examiner l'état de la situation poli-



La salle lors de cette réunion

tique en RDC, notamment les questions prioritaires relatives aux élections auxquelles, a insisté l'OIF, il faudrait accorder la plus grande attention dans l'intérêt de l'apaisement de la vie politique et de la conduite du processus électoral dans

des conditions de transparence et d'inclusivité, garantes de sa crédibilité.

La tenue de cette réunion a aussi permis à la Francophonie de « réaffirmer son rôle aux côtés d'autres partenaires, dans la recherche de solutions à la crise politique qui

secoue la RDC ainsi que son engagement à poursuivre son appui au processus électoral en cours dans cet État membre ».

Plusieurs délégations venues de la Belgique, de la Suède, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de l'Alle-

magne, des États-Unis d'Amérique, de l'Angola, de l'Afrique du Sud, des Nations unies et de l'Union européenne ont pris part à cette rencontre organisée dans le cadre du Groupe international de contact (GIC) sur la région des Grands lacs. Du côté de la RDC, on a noté la présence du vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale, Leonard She Okitundu, de la Représentante personnelle du chef de l'État à la Francophonie, Isabel Tshombe, ainsi que du président de la Commission électorale nationale indépendante, Corneille Nangaa.

On rappelle, en effet, qu'une mission d'évaluation électorale de l'OIF a été déployée du 30 avril au 14 mai en RDC. Celle-ci avait évalué à mi-parcours les opérations d'enrôlement des électeurs et l'avancement des activités préélectorales. La réunion de Paris a eu pour objectif de faire le point sur les principales recommandations formulées dans le rapport de ladite mission.

Lucien Dianzenza

VIE DES PARTIS

ECT s'enracine à Maluku

L'Éveil de la conscience pour le travail et le développement (ECT) présent déjà à Maluku vient avec l'adhésion du député provincial Kale Lobobi Prosper-Papy de s'enraciner dans cette contrée urbano-rurale de la capitale. Le 9 juillet, ce parti a enregistré un succès très remarquable à Maluku centre.

Avec en tête son autorité morale Felix Kabange Numbi, les militants de l'ECT ont procédé à l'accueil d'un nouvel adhérent de taille au sein du parti. Il s'agit du député provincial Kale Lobobi Prosper-Papy qui a reçu le ministre de l'Aménagement du territoire et autorité morale du parti à son arrivée dans la cité de Maluku située dans la périphérie ouest de la ville de Kinshasa. Félix Kabange était accompagné pour la circonstance de son épouse

Irène Kasongo. Ensemble, ils ont marché avec la population scandant des chants de joie et de bienvenue.

Sur deux kilomètres, des personnes venues en grand nombre, ont exprimé leur attachement total au parti du ministre de l'Aménagement du territoire et Rénovation de la ville.

Au point de chute de la marche, près dix mille militants attendaient le cortège dans une ambiance festive. Sous les applaudissements de la foule, l'honorable Kale Lobobi a reçu des mains de Sandra Lola, représentante du directoire politique de l'ECT, les symboles du parti : la lampe tempête, le foulard, le drapeau ainsi que la casquette. Suivra la signature des fiches d'adhésion par les notables du coin avec Kale Lobobi lui-même. Dans son bref speech,

le leader des nouveaux adhérents a promis de faire rayonner le parti à Maluku centre et dans les quatorze quartiers qui constituent cette municipalité urbano-rurale.

À son tour, le ministre Félix Kabange Numbi a félicité cette adhésion massive au parti ECT et juste après il a appelé la population à soutenir le processus électoral en RDC et d'aller se faire enrôler. L'instant d'après a été l'accompagnement des membres de l'ECT à l'enregistrement sur les listes électorales au centre d'inscription situé dans l'enceinte du complexe scolaire Bondeko de Maluku. Le député provincial Kale Lobobi s'est enrôlé sous le regard du ministre Félix Kabange qui lui a promis tout le soutien du parti dans l'implantation, la sensibilisation et la formation civique des militants.

Il faut noter que sur place, l'ECT va également travailler avec l'ONG «Action Kale Lobobi» qui encadre les veuves et les mamans maraîchères. Celles-ci ont offert au ministre de l'Aménagement du territoire et Rénovation de la ville, des biens en vivres, notamment des chèvres, des bananes plantains, des paniers des poissons fumés, etc., pour sceller d'un cachet spécial de gratitude la visite de l'autorité morale de l'ECT dans cette contrée.

Aline Nzunzi

SUD-KIVU

Le gouverneur Marcellin Chisambo sur une chaise éjectable

Trente mille signatures sont déjà collectées par un groupe d'habitants de Bukavu qui exigent la déchéance du gouverneur

Décidément le gouverneur du Sud-Kivu se trouve dans de mauvais draps. Après avoir réussi à différer l'examen de la motion de censure prise à son encontre par un groupe des députés provinciaux prétextant un déplacement pour des raisons d'État, le voilà aujourd'hui pris dans son propre piège. En effet, ladite motion reste toujours d'actualité et les dix-huit députés qui l'ont initié entendent aller jusqu'au bout de leur logique nonobstant les obstacles de tout genre érigés sur leur parcours. Le 17 juin, la plénière chargée de statuer sur cette motion n'a pu se tenir faute de quorum. Aujourd'hui, les députés provinciaux à la base de cette requête sont prêts à en découdre avec Marcellin Chisambo accusé notamment de déficience dans la gestion politique, administrative et sécuritaire de la province ainsi que d'opacité dans la gestion des finances publiques.

Prenant le relais des députés provinciaux, les forces vives de la province du Sud-Kivu ont décidé, elles aussi, de s'immiscer dans cette démarche visant la tête d'un gouverneur visiblement homni par ses administrés. Depuis quelques jours déjà, une pétition circule parmi la population avec pour objectif déclaré d'obtenir la déchéance de Marcellin Chisambo.

Sans attendre, les initiateurs de la pétition ont amorcé la campagne de récolte des signatures et, en un temps recors, ils sont parvenus à recueillir près de trente mille signatures. Ils comptent aller jusqu'à cent mille signatures pour donner un peu plus de relief à leur action qui demeure avant tout légale, c'est-à-dire conforme à l'article 27 de la Constitution qui stipule ce qui suit : «*Tout Congolais a le droit d'adresser individuellement ou collectivement une pétition à l'autorité publique qui y répond dans les trois mois. Nul ne peut faire l'objet d'incrimination, sous quelque forme que ce soit, pour avoir pris pareille initiative* ».

Les pétitionnaires ont le soutien de dix-huit députés provinciaux ayant signé la motion de censure. Quant à ceux qui ne l'ont pas encore signé, ils sont exhortés par la population du Sud-Kivu à le faire le plus rapidement possible pour être en phase avec la volonté populaire. «*C'est le moment pour que le pouvoir central qui a plusieurs fois inhibé les actions des députés comprenne que ce n'est plus une action d'un seul député mais que c'est toute la population qui en a marre* », a déclaré Christopher Bisimwa, l'un des sensibilisateurs de la pétition.

Alain Diasso



Kabange Numbi (au milieu) lors de l'activité politique

KASAÏ

Une crise humanitaire suffocante pour des millions de civils

Pour le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha), la crise de la région du Kasai est aujourd'hui le point le plus visible. Mais à travers le pays, la vie des millions de personnes a été rendue misérable par la violence qui ne dit pas son nom, le manque d'accès au service social de base et à la pauvreté.

Une note de l'Ocha du début de week-end dernier a noté que les six premiers mois de l'année 2017 ont démontré que la RDC demeure dans une crise humanitaire implacable à l'impact suffocant pour des millions de personnes. L'Agence onusienne a notamment épinglé le contexte régional volatile et des moyens financiers les plus bas de ces dernières années dans lequel se situe le pays, avec la moitié de ses 26 provinces touchées par les violences armées, les conflits intercommunautaires, les maladies et les catastrophes naturelles. « À ce jour, la RDC compte 3,8 millions de personnes contraintes de fuir les violences à tra-

vers le pays, le rendant ainsi le pays africain abritant le plus grand nombre de déplacés internes », a souligné Ocha.

À en croire le bureau onusien, la population déplacée a ainsi augmenté de 60 % par rapport aux 2,2 millions enregistrés il y a six mois. Sur ces 3,8 millions déplacés internes, Ocha estime qu'un tiers d'entre eux – soit 1,3 million – sont déplacés à cause de la crise qui ravage la région du Kasai.

Ocha a, en outre, souligné qu'outre les déplacés internes, la RDC fait aussi face à un flux permanent de réfugiés provenant des pays voisins dont le Burundi, la République Centrafricaine et le Soudan du Sud. Alors que les perpétuels conflits intercommunautaires dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Tanganyika ont entraîné la mort de nombreux civils ainsi que le déplacement d'un demi-million d'autres durant les 12 derniers mois.

Plus de 38 mille cas de maladies

Le bureau onusien a aussi indiqué que le choléra et la rougeole surgissent fréquemment tandis que le paludisme connaît une ascension toujours croissante. Durant les six premiers mois de 2017, a-t-il fait savoir, plus de 38 mille cas de choléra, fièvre jaune et rougeole ont été enregistrés et plus de 700 personnes en sont mortes, des chiffres supérieurs aux plus de 32 mille cas dont 670 morts enregistrés au second semestre de 2016. Alors que la malnutrition, liée fortement à l'insécurité et aux mouvements de populations, prend aussi de l'ampleur, avec près de deux millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. Pour Ocha, malgré la présence de plusieurs groupes armés, l'Ituri reste « la province oubliée » de la RDC. En effet, ces deux dernières années, a souligné l'agence, la plupart des ONG se sont progressivement retirées de l'Ituri au profit d'autres provinces. « Alors que la résurgence de la fièvre à virus Ebola dans le

Bas-Uélé a récemment causé la mort de 4 personnes, la déclaration de la fin de l'épidémie reste l'une des rares bonnes nouvelles des six mois écoulés. Alors que les populations civiles payent le plus lourd tribut de la violence, les acteurs humanitaires des Nations unies et des organisations non gouvernementales se heurtent à des contraintes d'accès aux communautés affectées », a souligné Ocha qui note que des personnels médicaux ont été tués, d'autres pris en otage; des hôpitaux et des centres de santé ont été attaqués et pillés, classant ainsi la RDC parmi les zones les plus dangereuses au monde pour les acteurs humanitaires.

Des ressources financières insuffisantes

Selon Ocha, cette crise de protection peu reluisante est aggravée par des ressources financières insuffisantes. « Un appel de 748 millions de dollars qui a été lancé en début d'année est, jusqu'à présent, financé à moins de 25 pour cent, le plus bas niveau de financement des 10 dernières

années », a regretté l'agence onusienne, notant de plus qu'à la fin du mois d'avril, un appel d'urgence de 64,5 millions de dollars a été lancé exclusivement pour la crise de la région du Kasai et qu'à ce jour, 11 pour cent seulement de contribution ont été reçus. « La crise de la RDC est une succession de chocs aigus qui ont érodé la dignité de millions de personnes, et les six premiers mois de l'année n'étaient pas différents. La crise de la région du Kasai est aujourd'hui le point le plus visible mais à travers le pays, la vie des millions de personnes a été rendue misérable par la violence qui ne dit pas son nom, le manque d'accès au service social de base et à la pauvreté », a noté le chef de bureau par intérim d'Ocha, Alain Decoux. Nous pouvons redéployer notre personnel, a-t-il dit, proposer de nouvelles compétences, distribuer de la nourriture et des médicaments aux quatre coins du pays Mais sans argent, nous ne serons pas en mesure de répondre comme nous le souhaitons.

Lucien Dianzenza

RDC – FMI

Pas d'appui financier en vue

L'aide de l'institution de Bretton Woods est conditionnée à « une trajectoire crédible vers la stabilité politique » en RDC. Près d'un mois après la demande introduite par le gouvernement en juin 2017, les derniers espoirs d'un appui financier du FMI pourraient bien s'envoler. Il s'agit d'une demande émanant de l'actuel locataire de la primature, Bruno Tshibala, pour contrer l'instabilité du cadre macro-économique.

Le contexte politique de la RDC ne joue pas en faveur d'un programme de soutien financier après une rupture de la stabilité du cadre macro-économique au dernier semestre de l'année 2015. Pour le Fonds monétaire international (FMI), il se pose encore plusieurs préalables, dont l'épineuse question de la stabilité politique, pour répondre favorablement à la demande des autorités congolaises. L'aide sollicitée devrait intervenir dans le cadre de la Facilité de crédit rapide. Pour nombre d'analystes, l'institution financière internationale s'aligne à la position affichée plus tôt par l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique et l'ONU sur le respect de l'Accord global



Le siège du Fonds monétaire international (FMI) à Washington

de la Saint-Sylvestre de décembre 2016. En cas d'accord entre le FMI et la RDC, une équipe pourrait procé-

der d'abord à une évaluation des besoins financiers du gouvernement après un bilan actualisé de la situation économique du pays. Pour l'heure, aucun indice ne permet de projeter un dénoue-

ment rapide sur le différend qui semble opposer définitivement le pays à ses partenaires du FMI.

Depuis fin 2015, la RDC

a connu une dégradation continue de son cadre macro-économique. Le pays court désormais le risque de revenir à la case-départ après tant d'efforts pour le stabiliser. La chute des ma-

tières premières a contribué à ruiner la croissance enregistrée depuis plus de 5 ans. Le cuivre, principal minerais exporté par le pays, a connu

une baisse de son prix de l'ordre de 20 % en 2016. Au courant de la même année, la Banque centrale du Congo a revu à la baisse, à trois reprises, le taux de croissance, passant de 7 % en début d'année à 2,5 %. L'inflation a grimpé comme jamais auparavant, atteignant les 20 % l'année passée. Sur le marché de change, le franc congolais est au plus mal : 40 % de dépréciation en 2016. Et la tendance s'est poursuivie au premier semestre de 2017. Nombre d'analystes ont projeté une amélioration pour l'année en cours, avec la remontée timide des cours des matières premières. La grande crainte réside forcément autour de l'incertitude sur la donne politique. L'accalmie politique est indispensable pour espérer relancer l'économie du pays. Le gouvernement ne saura mobiliser les fonds nécessaires pour exécuter les chantiers de développement au cours de cet exercice.

Laurent Essolomwa

PORTRAIT

Nina Isako, créatrice de la marque « Isako »

Jeune déterminée et ambitieuse, Nina Isako est la fondatrice de la marque « Isako » (La force), spécialisée dans la confection d'accessoires en pagnes (sacs, pochettes, ballerines, boucles, bracelets, etc.) À travers ses créations, l'entrepreneure de 25 ans souhaite contribuer à remettre la RDC dans l'échiquier mondial de la culture et de la mode en donnant une plateforme authentique d'expression à la jeune africaine urbaine.

Lancée en 2014, la marque « Isako » compte déjà deux collections à son actif dont les produits sont vendus à Kinshasa et à Cape Town (Afrique du Sud) où Nina Isako (diplômée en sciences de l'information et de la communication à l'université technologie Bel Campus de Kinshasa) poursuit des études en Marketing management à l'université technologie de Vaal. «*Mon équipe et moi, nous nous arrangeons pour que chaque collection soit plus variée et plus sophistiquée que la précédente* », a expliqué la jeune femme, passionnée

de mode africaine depuis toujours. «*Je me suis toujours sentie unique et élégante en portant le pagne. Parallèlement, il y a toujours eu en moi un profond désir de défendre la femme et de l'aider à jouer un rôle plus important que celui dans lequel la société la cantonne. C'est un peu la mission en arrière-plan d'Isako.* », fait-elle savoir.

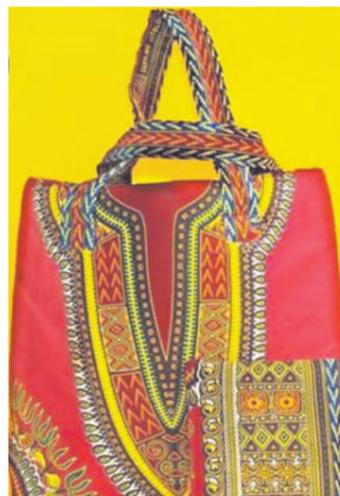
Les articles de la marque, a indiqué sa créatrice, sont destinés notamment à la jeune étudiante, belle, authentique et moderne qui affirme clairement sa personnalité à travers son style vestimentaire. C'est pourquoi, a dit Nina Isako, ces articles sont confectionnés de telle manière à être accessibles à toutes les classes. D'où des prix abordables allant de 10.000 à 50.000 francs congolais pour des articles dont la durée de confection totale est de 7 jours.

Pour créer ses produits, Nina Isako dit utiliser une combinaison de pagne avec d'autres tissus. Pour la jeune créatrice, il

n'y a rien de plus gratifiant au monde que d'œuvrer à essayer d'embellir la vie des milliers de personnes.

Créer une entreprise rentable

Néanmoins, intégrer sa passion de mode dans le monde du business constituait et continue de constituer la principale difficulté pour Nina Isako dont l'objectif final est de créer une entreprise rentable. Afin de franchir cet obstacle et de mettre toutes les chances de son côté, elle a décidé d'aller approfondir ses connaissances et compétences en management d'entreprise en Afrique du Sud. Bien plus, elle bénéficie de l'encadrement du réseau «*L'Africaine, femme entrepreneur* » (LAFEENT), qui l'assiste dans la promotion de sa marque à travers les réseaux sociaux, et dans la création de son entreprise d'un point de vue technique. Elle a aussi participé à une



Un article de la marque Isako

formation sur le leadership féminin organisée par le réseau international «*Working ladies* ». «*Créer une entreprise rentable c'est porter un projet personnel qui a pour but d'être une source de revenus, un projet impliquant des enjeux importants. L'adrénaline est constante. Certes ce n'est pas encore le cas mais ça en vaut la peine* », s'est réjouie Nina Isako.

Cette dernière envisage, dans les prochains jours, de lancer officiellement «*Isako* » à Cap

Town, où elle réside actuellement pour ses études. «*Je voudrais contribuer à redonner à la culture congolaise ses lettres de noblesse. Car, il y a quelques décennies, elle était l'une des plus influentes en Afrique. Isako a donc l'ambition de contribuer à remettre la RDC dans l'échiquier mondial de la culture et de la mode en donnant une plateforme authentique d'expression à la jeune africaine urbaine* », a-t-elle conclu.

Patrick Ndungidi

SANTÉ

Organisation prochaine du premier congrès panafricain de chirurgie de la main

Sauf changement de dernière minute, ce premier congrès qui se tiendra à Kinshasa aura lieu du 14 au 16 août.

Selon le Pr Anatole Kibadi Kapay, responsable de l'Unité chirurgie plastique et de chirurgie de main des Cliniques universitaires de Kinshasa (CUK), cité par l'Agence congolaise de presse, l'objectif de ce premier congrès panafricain de chirurgie de la main et du quatrième congrès international de chirurgie plastique reconstructive esthétique est de faire un état des lieux de la pratique de la chirurgie plastique et de celle de la main en Afrique en général et en particulier en RDC.

Ce forum qui réunira des sommités du monde de la médecine aussi bien national qu'international a pour thème «*La pratique de la chirurgie plastique et de la chirurgie de la main en Afrique, les avancées et les défis* ». Plus de trois cents professeurs d'université, médecins et autre personnel médical dont cinquante provenant de l'extérieur du pays prendront part à cette rencontre scientifique qui sera non seulement un espace de partage d'expériences mais aussi un cadre où des recommandations idoines pour l'avancement de la chirurgie de la main à travers le continent africain en général et en RDC en particulier.

La chirurgie de la main pratiquée aux CUK, explique le Pr Anatole Kibadi Kapay, offre des services liés notamment aux malformations congénitales de la main, aux doigts en ressaut, à la reconstruction de pouce, à la réimplantation et revascularisation. Cette chirurgie implique aussi bien la chirurgie palliative matrice, les paralysies de la main, la main brûlée et la main rhumatoïde ainsi qu'à la couverture des pertes de substance cutanée de la main.

Aline Nzunzi

ÉLECTIONS AU COC

Amos Mbayo rempile à la présidence

Après un premier mandat, Amos Mbayo Kitenge a été choisi pour un deuxième mandat à la tête du Comité olympique congolais pour quatre ans. Des nouvelles têtes font également leur entrée dans l'organe olympique national comme le président de la Fédération de volley-ball Christian Matata, le directeur du service des sports de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC), Claude-François Kabula Mwana Kabulo.

Amos Mbayo Kitenge a été réélu, le 8 juillet, à l'Hôtel Pullman (ex-Grand Hôtel Kinsasha), président du Comité olympique congolais (COC) pour un deuxième mandat de quatre ans, avec 53 voix contre 19 pour son concurrent Alain Badiashile Kayatshi, secrétaire général sortant. C'était au cours de l'assemblée générale électorale de cette instance nationale olympique. Le Dr René Ngiebe, quatrième vice-président du comité sortant, est élu premier vice-président aux dépens de Boniface Muawatadi. Le jeune et dynamique président de la Fédération de volley-ball du Congo (Févoco), Christian Matata devient le deuxième vice-président, ayant été le seul candidat à ce poste. Pitshou Bolenge a donné le pion à Émile Ngoy Kasongo au poste de troisième vice-président, et Mado Ekenewa Maluka, première vice-présidente du comité exécutif précédent du COC, se contente de la quatrième vice-pré-



Amos Mbayo pour un deuxième mandat à la tête du COC

sidente. Le bouillant président de la Fédération congolaise de rugby, Herman Mbonyo, est élu secrétaire général de l'organe olympique congolais, au détriment d'Honoré Mazombo, secrétaire général adjoint du comité sortant. Quant à José Bonenge, il n'a pas été choisi au poste de secrétaire général adjoint, n'ayant pas totalisé la majorité requise pour assumer ce rôle, le poste reste encore vacant. Roger Bondembe Bokanianga «*Bobo* » conserve son poste de trésorier général, alors que Claude François Kabulo wa Kabulo de la Radiotélévision nationale congolaise fait son entrée au COC, élu trésorier

général adjoint. Le président Sylvestre Motayo de la Fédération congolaise de cyclisme, le ministre de Sport Papy Nyango et le président Jean de Dieu Oleko de la fédération de natation complètent le comité exécutif du COC, élus tous membres des disciplines individuelles. Désiré Bonina et Marie-José Mike Tshifutshi sont membres des disciplines collectives, alors que Daniel Kangalu A-Kitoko est élu membre pour les disciplines non olympiques. Joseph Nzau wa Nzau et Jean-Claude Eale sont membres du COC pour les groupements sportifs nationaux.

On rappelle que ces élections ont été précédées d'une crise lancinante entre le comité sortant et les présidents des fédérations sportives pendant plusieurs semaines. Et la commission électorale mise en place pour ce scrutin a validé certaines candidatures controversées, au mépris des textes, telles la candidature d'une personne radiée du mouvement sportif ou encore celle d'un dirigeant sportif qui n'a pas encore totalisé deux mandats dans sa discipline sportive. Et cela crée déjà une jurisprudence qui pourrait générer d'autres crises dans les jours à venir. Le nouveau comité exécutif du COC est bel et bien là.

Martin Engimo

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

Fulbert Dzimbé lance l'opération d'assainissement à Lumumba II

Fulbert Dzimbé, candidat indépendant aux législatives et locales du 17 juillet à Lumumba II a officiellement lancé sa campagne par l'opération d'assainissement et de fumigation dans les quartiers 114, 109 et 106 le 8 juillet.

L'opération ville propre a permis le curage de la rivière Tchinouka à hauteur du pont de l'OCH situé entre le château d'eau et l'arrêt Bolé-bantou, le pont de l'entrée de KM4 sur l'avenue Marien et le pont du quartier Tchitchelle à la descente du lycée Poaty-Bernard bouchés par des immondices causant des maladies à travers les piqûres de moustiques et des odeurs nauséabondes. Par ailleurs, dans les quartiers 106 et 114, Fulbert Dzimbé et son équipe ont posé la première pierre pour la construction d'un dalot de 5m sur la rivière tchinouka qui reliera ces deux quartiers. Cet acte salutaire a été apprécié par les chefs des deux quartiers. La pose de la pierre a été précédée par un rituel pour les travaux se réalisent dans la quiétude et sans incident majeur. « Nous te remercions avec toutes ta délégation pour l'action que vous venez faire dans nos quartiers



qui, depuis leur création en 1972, n'ont pas une passerelle adéquate », a remercié le président du quartier 114, Gabin Mabaya Dzoulou. Toujours dans le cadre de l'assainissement et pour chasser le

paludisme des menages riverains de Tchinouka, Fulbert Dzimbé et sa suite ont également organisé l'opération de fumigation des maisons situées au bord de la rivière tchinouka ainsi que de toutes les zones censées abri-

tées les insectes. Cette première phase de la campagne du candidat indépendant Fulbert Dzimbé dans Lumumba II a été sanctionnée par une messe d'action de grâce qui a eu lieu le dimanche 9 juillet en l'église Saint-Pierre. Au

cours de ce culte, l'abbé Pierre Akabanzambi a appelé tous les candidats à ne pas céder aux provocations, ni aux actes d'incivisme. « Ne donnez pas la boisson aux jeunes, attendez plutôt la fin des campagnes pour faire la fête », a-t-il ajouté après l'évangile.

Soulignons que ces activités d'assainissement lancées officiellement dans le cadre de la campagne électorale à Lumumba II ne sont qu'une suite logique des activités qu'il a toujours menées avant d'annoncer sa candidature à la demande des habitants des quartiers 114, 113, 109, 116 et 105. Notons que les populations de ces quartiers ont remis une enveloppe à Fulbert Dzimbé afin de faire acte de candidature pour les actions sociales réalisées dans leurs quartiers, notamment le don de 4 800 tables du marché de l'OCH communément, la réhabilitation de la piste d'athlétisme du lycée professionnel Thomas-Sankara, la distribution du matériel aratoire, l'assistance aux démunis, le désenclavement du quartier Saint-Pierre et le rétablissement de l'éclairage public dans la circonscription.

Charlem Léa Legnoki

MUSIQUE

Caprice Dicon en concert légendaire

Caprice Dicon s'apprête à faire vivre une expérience unique à ses fans. Le 29 juillet, il va livrer un concert légendaire au restaurant-bar le Kasdal'house situé en plein centre ville de Pointe-Noire. Pendant ce show, l'artiste va honorer les grands noms de la rumba congolaise et en même temps présenter son nouvel album au public.

Le week-end est le moment de souffler et de se détendre un peu. C'est également l'occasion d'aller à un des nombreux événements qui se déroulent à travers la ville. Et parmi ces événements figure le concert légendaire de Caprice Dicon. Ce dernier est en quelque sorte l'artiste qui fait bouger et transpirer le public sans le moindre effort. Les Ponténégrins l'adorent beaucoup et sont toujours émus



lorsqu'ils écoutent ses chansons.

Pour cette année, le chanteur a prévu un autre cadeau de taille à ses fans, il s'agit du concert légendaire qu'il va livrer au restaurant-bar le Kasdal'house. Pendant ce show, Caprice Dicon va honorer les grands noms de la rumba congolaise et en même temps présenter son nou-

vel album au public.

L'artiste va enflammer la scène du restaurant-bar le Kasdal'house en livrant un concert étoilé. Les ondes de ses plus grands morceaux vont envahir cet espace à coups de « Vitamine », de « Règlement intérieur », de « Gentleman », de « Stabilisateur », de « 2e mi-temps », de « Ba jaloux » et bien d'autres morceaux.

Ainsi, Caprice Dicon est un artiste bien connu au niveau de Pointe-Noire. Tout le monde a déjà secoué la tête dans tous les sens en dansant au rythme de ses chansons. Le rendez-vous est donc pris au restaurant-bar le Kasdal'house pour une nouvelle aventure musicale.

Hugues Prosper Mabonzo

7^e ART

La caravane du cinéma congolais démarre le 14 août

Organisée par la maison PedroscoPa avec le soutien du Consulat général de France à Pointe-Noire, la 1^{re} édition de la caravane du cinéma congolais aura lieu du 14 au 21 août sous forme de cinéma itinérant.

Au programme des réjouissances cinématographiques, des projections de films 100% Congo Brazzaville, des animations et des concerts. Ce cinéma itinérant partira de



Pointe-Noire le 14 août jusqu'à Madingou la destination finale qui sera rallié le 20 août. Auparavant des escales sont prévues à Hinda, le 15 août, Les Saras (Kouilou), le 16 août, Dolisie (Niari), le 17 août, Loudima, le 18 août, Nkayi, le 19 août, Madingou, le

20 août (Bouenza).

Relancer le cinéma congolais par la promotion des films congolais, créer l'attente dans les localités, reconquérir le public qui aujourd'hui s'est détourné des productions audiovisuelles congolaises au profit des Novelas, Karachika, Bollywood, Hollywood, recréer la dynamique et ressusciter l'espoir et l'envie de croire que le cinéma congolais, comme il y a 52 ans, avec

les Sébastien Kamba, le premier cinéaste congolais, Jean-Michel Tchissoukou ou Alain Nkodia est l'objectif de la caravane du cinéma congolais.

« Tous les soirs, nous nous arrêterons dans les localités retenues pour animer, les sponsors en profiteront pour la promotion de leurs produits et services. Et au bout d'une heure, vers 19h on commence les projections, on explique le sujet, l'auteur, le contexte, et on laisse les populations découvrir le film. Ce sera par nuit deux courts métrages et un long métrage. Les projections prendront fin autour de 21h », a

dit Masseur Pethas, président de PedroscoPa. Signalons qu'il y aura aussi une télé-réalité pour rendre compte au quotidien aux téléspectateurs comment le cinéma se passe dans les villages.

Hervé Brice Mampouya

SANTÉ

Jérémy Mouyokani, DG par intérim du CHU de Brazzaville

Diplômé de l'Ecole de Santé publique de l'université Libre de Bruxelles (Belgique), Jérémy Mouyokani, qui était jusque-là conseiller technique au ministère de la Santé et de la population, est nommé directeur général par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville en remplacement de Gisèle Marie Gabrielle Ambiero, appelée à d'autres fonctions.

La note de service signée de la ministre de la Santé et de la population Jacqueline Lydia Mikolo, qui désigne Jérémy Mouyokani comme DG par intérim du CHU, a été rendue publique le 11 juillet 2017 à Brazzaville.

Né le 27 août 1953, Jérémy Mouyokani est consultant et administrateur gérant du cabinet conseil, IT-Médicalis, cabinet

spécialisé dans le renforcement des systèmes de santé et le développement des technologies de santé. Les fonctions qu'il a occupées dans divers projets de santé y compris à l'OMS/ Congo sont nombreuses...

La ministre de la Santé face à l'intersyndicale du CHU

Dans la matinée du 11 juillet, Jac-

queline Lydia Mikolo a échangé avec les membres de l'intersyndicale du CHU suite à un préavis de grève. La situation sociale de la structure hospitalière et les dysfonctionnements qui y sont observés ont été au menu de l'entrevue. La ministre de la Santé et de la population a informé l'intersyndicale des instructions du chef de l'Etat destinées à appor-

ter des solutions aux différents problèmes évoqués. Au nombre de ces instructions figurent le changement de la direction générale du CHU et la nomination d'un directeur par intérim. Ce qui vient d'être fait. L'appui financier pour la résolution des salaires et de la dette sociale, la mise en place d'un plan d'actions pour l'exécution des audits institutionnels, organisationnels et financiers, l'implication de l'ensemble du personnel dans la résolution de la crise sociale au CHU.

Les membres de l'intersyndicale se sont dit satisfaits de l'échange

et ont insisté sur le paiement des salaires comme condition sine qua non des travailleurs pour lever le préavis de grève, le règlement de la dette sociale, notamment celle des retraités et les allocations familiales, la communication d'un calendrier de paie de salaire, la nécessité d'améliorer la communication avec la hiérarchie. Finalement, la ministre de la Santé et l'intersyndicale ont convenu de se retrouver dans quinze jours pour évaluer l'exécution des instructions du président de la République.

Rominique Nerplat Makaya

TOURNOI DE FOOTBALL DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Vingt Diables rouges pour défendre le titre

Les U-23 congolais double vainqueurs de la compétition remettront leur titre en jeu lors de la 8e édition qui se disputera du 21 au 30 juillet à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Sans surprise. Sur la liste des 20 Diables rouges convoqués par Valdo et Isaac Ngata, aucun jeune de la diaspora n'est appelé. Les joueurs qui feront le déplacement d'Abidjan sont ceux qui évoluent au pays dans le championnat national d'élite direct Ligue 1. Une expérience qui avait déjà porté ses fruits en 2009 et 2013.

Le Congo, rappelons-le, est logé dans le groupe B avec pour adversaires, le Cameroun, le Mali et le Niger. Le groupe A regroupe quant à lui, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Liban et la Guinée Conakry. Le Maroc, finaliste de la dernière édition, affrontera dans le groupe C, le Sénégal, l'Îles Maurice et le Gabon. La France est placée dans le groupe D avec le Canada-Ouébec, la République démocratique du Congo et le Haïti.

Organisés tous les quatre ans par le Comité international des Jeux de la Francophonie et le Comité national des Jeux de la Francophonie sous l'égide de l'Organisation internationale de la francophonie, les Jeux de la Francophonie sont une compétition multisports et des concours culturels en épreuves individuelles ou par équipes.

Dans le tournoi de football, les Diables rouges du Congo ont un palmarès élogieux. Les Congolais sont pour l'heure, les seuls à remettre leur titre en jeu pour la deuxième fois. Les médaillés d'or de 2009 à Beyrouth au Liban avaient conservé leur médaille quatre ans plus tard à Nice en France en 2013. Bien avant ces exploits, le Congo avait échoué en finale en 1997 et a occupé à deux reprises (1989, 1994) la troisième place. Avec le Canada (1989 et 1997), ils sont les seuls à avoir gagné à deux reprises la médaille d'or du tournoi de football. Qui va donc succéder au Congo ? les premiers éléments de réponse le 21 juillet.

La liste des 20 Diables rouges

Gardiens : Joe Ombandza (FC Kondzo) et Perrauld Ndinga Tsatou (Patronage Sainte-Anne)

Défenseurs : Baron Kibamba (Cara), Guy Danga Bossina (JSP), Zabrown Imouélé Ngampio (AC Léopards de Dolisie), Dorvel Dibekou (Etoile du Congo), Julfin Ondongo (Etoile du Congo), Prince Maleké (Diables noirs), Dany Massala Maleké (Diables noirs)

Milieux du terrain : Guy Bissefou Makaya (Diables noirs), Brel Mohendiki (JST), Mignon Etou Mban (Etoile du Congo), Wilfried Nkaya (Cara), Nicolas Nguessi Ondama (Cara), Prestige Vieljeux Mboungou (Cara)

Attaquants : Jeasnique Konkani Mampouya (Jeunes Fauves), Guy Carel Mbenza (AC Léopards de Dolisie), Arda Cabwey Kivutuka (Cara), Emmanuel Milandou (La Mancha) et Rox Oyoh Thoury (Etoile du Congo)

James Golden Eloué

Football : Diables noirs risque gros

La Fédération congolaise de football vient de publier une note circulaire pour tirer au clair la situation dans laquelle Diables noirs se trouve. La note adressée aux secrétaires généraux des clubs sur le rappel des sanctions souligne que les nouvelles dispositions de la CAF et de la FIFA prévoient que les sanctions contre les joueurs dans le cadre du Championnat national ou de la Coupe du Congo ne sont valables que pour la compétition à laquelle elles ont été enregistrées.

Cependant, les sanctions financières ou amendes sont valables pour toutes les compétitions aussi bien pour le Championnat national que pour la Coupe du Congo. Cela suppose que si Diables noirs ne paie pas l'amende de plus d'un million qui lui avait été infligée lors du match aller des quarts de finale de la Coupe du Congo devant Tongo FC, l'équipe sera mise à l'écart au championnat national. Les responsables de ce club emblématique du football congolais sont appelés à résoudre le problème avant qu'il ne soit trop tard.

En rappel, à propos du non-paiement de l'amende, Diables noirs a été battu par forfait au match retour des quarts de finale de la Coupe du Congo, alors que les joueurs étaient prêts à en découdre avec l'équipe adverse.

Rominique Nerplat Makaya

COMMÉMORATION

Le Venezuela a célébré ses 206 ans d'indépendance

L'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela en République du Congo a récemment célébré l'événement à Brazzaville, en présence des ministres Digne Elvis Tsalissan Okombi et Arlette Soudan Nonault, ainsi que les chefs des missions diplomatiques.

L'ambassadeur du Venezuela, Norma Borges a loué le courage des libérateurs (pères de l'indépendance) qui ont tout donné pour acquérir cette indépendance. « Cette patrie au fil du temps a été à plusieurs fois trahie et remise aux secteurs apatrides, à l'oligarchie et à l'impérialisme, mais elle a été sauvée et refondée par son commandant suprême et éternel, Hugo Chavez Frias. Il ne s'est jamais donné repos à son corps pour maintenir son engagement envers le peuple vénézuélien, pour reconquérir et défendre l'indépendance nationale, en donnant un visage et un sens à la nouvelle patrie socialiste et bolivarienne, qui donne suite au projet qui est aujourd'hui entre les mains du président Nicolas Maduro Moros », a-t-elle déclaré.

Le Venezuela célèbre un événement historique qui rejette le précepte de la domination étrangère et coloniale, un exemple de lutte et de libération. Aujourd'hui, le gouvernement du Venezuela se souvient de cette date comme un exemple de sacrifice et d'amour à la Patrie, en honorant la mémoire de tous ces hommes ayant donné leur vie pour une cause qui vibre encore dans les esprits et les cœurs des Vénézuéliens. « Notre pays est engagé sur la voie de maîtriser les inégalités héritées et l'accès aux avantages des socio-politiques qui n'auraient pas été possibles sans la consolidation de notre souveraineté et les politiques publiques de notre gouvernement révolutionnaire bolivarien. Pendant 4 ans, le gouvernement de Nicolas Maduro a dû faire face au boycott économique implacable, de perpétuels coups d'Etat menés par la droite, la manipulation des médias et l'ingérence étrangère. Le président Maduro a fait de grandes réalisations au profit du peuple et a maintenu le développement des politiques sociales en dépit du blocus économique. L'investissement social de l'Etat a augmenté de 73%, alors que six millions de familles ont été assistées par les comités lo-

caux d'approvisionnement et de production. », a indiqué la diplomate vénézuélienne.

Une autre avancée importante du gouvernement vénézuélien a été



L'ambassadeur du Venezuela au Congo recevant la ministre du Tourisme et des loisirs (Adiac)

l'ampleur du projet Mains à la Plantation pour la Révolution, un espace où se développe avec succès l'agriculture urbaine, impliquant l'école, la famille et la communauté, en créant des vergers et des serres non seulement avec la production agricole, mais aussi avec le renforcement d'un centre de stockage des aliments. Le gouvernement du Venezuela encourage la pratique de la culture de paix, comme un défi aux scènes de violence, en accord avec le modèle socialiste qui favorise la construction du bonheur suprême à travers le processus d'intégration, éducation, culture et sport.

Le Congo l'un des bons partenaires du Venezuela en Afrique

Saluant l'excellence des relations entre son pays et le Congo, l'ambassadeur du Venezuela a déclaré : « Dans le cadre des relations avec la République du Congo, nous avons constaté que c'est l'un des pays africains qui ont une plus grande volonté de travailler avec le Venezuela. C'est pourquoi, notre ambassade approfondit le rapprochement permanent et noue des

liens avec les différents ministères et organisations sociales ».

Depuis 2012, l'ambassade du Venezuela a mis en œuvre le Programme Parrainer une école en Afrique, qui consiste à réhabiliter, rénover et faire des dons à certaines écoles du Congo. Elle a également mis sur pied depuis 2013, l'Atelier de formation interculturelle Hugo Chavez Frias qui dispense des cours d'espagnol gratuits, à toutes les personnes intéressées à élargir leurs connaissances dans la maîtrise d'autres langues et près de 2500 Congolais ont bénéficié de ce projet.

Une autre initiative de grande envergure, née dans le but inévitable de promouvoir et renforcer les relations d'amitié, de solidarité, d'union et de fraternité entre les peuples congolais et le vénézuélien, c'est la création du Bataillon sportif Congo-Venezuela, qui a la tâche de promouvoir des activités sportives et culturelles dans les différents secteurs et communautés du Congo avec l'appui du gouvernement du Venezuela à travers le ministère du Pouvoir populaire pour le

sport et le ministère du Pouvoir populaire pour des affaires étrangères. Chaque mois, l'ambassade organise une marche et un marathon pour la Paix et la Vie.

Par ailleurs, Mme Norma Borges, a signifié qu'en mars dernier, a eu lieu la troisième cérémonie de planting d'arbres dans le cadre de la défense, la protection et la conservation de l'environnement au Congo. A cette occasion, l'ambassade du Venezuela a planté quelque 14.000 arbres dans le district d'Igné, sous la coordination du Programme national d'afforestation et de reboisement (Pronar). Aussi, en mai dernier, il s'est tenu la quatrième édition de la Semaine culturelle et touristique du Venezuela au Congo, avec la participation des pays amis comme l'Afrique du Sud, le Bénin, le Congo, la Guinée équatoriale, le Mali, la Namibie, la Russie et la Turquie. Le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, la fondation Perspective d'avenir, et l'agence Raphia ont également pris part à cette semaine. La soirée a été animée par l'orchestre SOS Salsa de Romain Gardon.

Bruno Okokana